

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

La Scission (*Boris Souvarine*). — De la Révolution bourgeoise à la Révolution prolétarienne (*Paul Louis*). — La Semaine Politique (*C.-E. Labrousse*). — A propos du Front unique (*Albert Treint*).

La Terreur blanche en Yougo-Slavie (*Henry Lehmann*) — Le Front unique et le Communisme en France (*Léon Trotsky*). — Le 3^e Congrès du Parti Communiste anglais (*Alex Guilan*).



**LES PREMIERS FRANÇAIS DE RUSSIE RALLIES
AU BOLCHEVISME**

De gauche à droite : PETIT ; PASCAL ; Jacques SADOUL ; BODY

La Scission

« Le pays communiste ne comprendra pas, nous demandera: « Pourquoi avez-vous fait la scission ? » Que répondre ?
« SOUTIF, secrétaire du Parti. »
(Internationale, 18 janv.)

DEPUIS le Congrès de Tours, les dissidents ne cessent de geindre sur la scission qui a soustrait à leur influence corruptrice les forces saines du Parti. Cela se comprend aisément. Ce qui se comprend moins, c'est la tolérance accordée par le Parti à certains de ses membres qui exhalent les mêmes lamentations et se font dans notre organisation les agents bénévoles de la campagne menée par les dissidents contre l'Internationale Communiste et ce qu'ils appellent son « œuvre de division ».

Un an après le Congrès de Tours, les communistes se heurtent dans leur propre Parti aux ennemis mêmes qu'ils combattaient avant la scission, mais cette fois en nombre très sensiblement réduit. Cet état de choses ne pourra se prolonger. Tôt ou tard, une explication aura lieu qui donnera au Parti l'occasion de répudier soit les partisans de l'Internationale Communiste (hypothèse invraisemblable), soit ses adversaires (éventualité qui équivaut à une certitude).

Afin que l'explication ne se produise pas « dans la nuit », il n'est pas prématuré d'éclairer l'affirmation des détracteurs de l'Internationale Communiste, membres du parti dissident ou de notre Parti : « La division politique du prolétariat est l'œuvre de l'International Communiste. »

Pour prononcer une telle absurdité, il faut évidemment ne rien connaître du mouvement ouvrier international. Considérons un peu *les faits*.

L'Internationale Communiste a été fondée en mars 1919. A cette date, quel était l'état d'organisation politique du prolétariat dans les deux mondes ?

En Russie, il existait avant la guerre deux partis social-démocrates, plus une petite fraction social-démocrate intermédiaire, plus un parti socialiste-révolutionnaire, plus le Bound, plus divers partis nationaux. Pendant la guerre, un nouveau groupe a été fondé par Plékhanov. Pendant la Révolution, le Parti socialiste-révolutionnaire s'est divisé à son tour en plu-

sieurs fractions qui, depuis, se sont encore subdivisées.

En Allemagne, il existait avant la fondation de l'Internationale Communiste trois partis : le vieux Parti social-démocrate, le jeune Parti social-démocrate indépendant, le Spartacusbound, celui-ci constitué en parti distinct en décembre 1918 et qui prit le nom de Parti communiste après le 1^{er} Congrès de l'Internationale Communiste.

En Grande-Bretagne, il existait sept partis ou groupes indépendants : l'Independent Labour Party, le British Socialist Party, le National Socialist Party (ces deux derniers issus de l'ancienne Social-Democratic Federation d'Hyndman), la Fabian Society, le Socialist Labour Party, la Workers Socialist Federation, la South Wales Socialist Federation.

Aux Etats-Unis, il existait deux partis : le Socialist Labor Party, fondé par De Leon, et le Socialist Party, de Debs.

En Italie, il existait depuis 1912 deux partis : le Parti socialiste, et le Parti socialiste réformiste de Bissolati, Bonomi et Cie.

En Autriche-Hongrie, le prolétariat divisé par le nationalisme formait, avant la Révolution de 1918, une douzaine de partis et groupements nationaux (autrichien, hongrois, croate, tchèque, polonais, bosniaque, juif, roumain, slovène, italien, allemand, slovaque, ruthène). Des partis communistes avaient été fondés en Hongrie et en Autriche, en 1918, à côté des partis social-démocrates existants.

En Bulgarie, il existait deux partis social-démocrates depuis la scission de 1903 : celui des « étroits » et celui des « larges ». Le second avait connu depuis la principale scission deux autres scissions secondaires dont le Parti « étroit » avait bénéficié.

En Pologne, il existait avant la guerre trois partis : le Parti social-démocrate, le Parti socialiste de gauche et le Parti socialiste de droite. En décembre 1918, quelques jours avant la création du Spartacusbound en Allemagne, le Parti social-démocrate et le Parti socialiste de gauche avaient fusionné pour former le Parti communiste de Pologne.

En Hollande, il existait deux partis depuis la scission de 1909 : le Parti social-démocrate ouvrier et le Parti social-démocrate.

En Suède, il existait deux partis, les Jeunes-

ses ayant fondé, en 1917, le Parti socialiste de gauche pour protester contre la participation ministérielle et l'adhésion morale du Parti social-démocrate suédois à la cause d'un des deux groupements de puissances impérialistes.

Au Danemark, il existait deux partis, la scission s'étant produite vers la même époque qu'en Suède.

En Finlande, il existait deux partis, la scission s'étant produite en février 1918, en pleine Révolution, dans le sang ouvrier versé par les mitrailleuses de la bourgeoisie avec laquelle la droite du Parti social-démocrate finlandais faisait cause commune.

Ainsi, dans la plupart des pays connaissant un mouvement socialiste, dans leur quasi-totalité, la division était déjà, quand l'Internationale Communiste fut fondée, en mars 1919. C'est un fait. Les balivernes de l'ignare Paul Faure et de ceux qui les reprennent à leur compte dans notre Parti n'y peuvent rien changer.

D'où provenait cette division ? Pas de l'Internationale Communiste, qui... n'existait pas avant mars 1919. Comment l'aurait-elle fait si elle n'était pas née... ?

La division provenait, ô La Palice, des divergences d'idées qui s'exprimaient dans le prolétariat participant à la vie politique. La séparation des organisations politiques est une conséquence et non une cause. La création de l'Internationale Communiste elle-même est la conséquence et la sanction des divisions politiques du prolétariat et non leur origine.

Mais revenons à « l'œuvre de division » de l'Internationale Communiste. (Après « œuvre de division », on peut ajouter à loisir autant d'adjectifs qu'on voudra bien s'en procurer chez Jean Longuet, qui en tient boutique, comme par exemple : néfaste, funeste, misérable, criminelle, odieuse, scélérate, maudite, inexpiable, diabolique, etc...).

Après avoir constaté qu'en mars 1919, lors de la fondation de l'Internationale Communiste, la division existait déjà en Russie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, aux Etats-Unis, en Autriche-Hongrie, en Bulgarie, en Pologne, en Hollande, en Suède, au Danemark, en Finlande, il faut observer qu'elle n'existait pas en France, en Belgique, en Suisse et en Espagne. C'est dans ces quatre pays et dans ces quatre pays seulement que l'on peut voir des divisions auxquelles l'Internationale Communiste a pris une part de responsabilité qu'elle ne songe nullement à dissimuler.

Nous allons aborder immédiatement le sujet, mais il faut auparavant compléter le tableau que nous avons entrepris de tracer rapidement.

Il est encore trois pays, la Norvège, la Yougo-Slavie et la Roumanie où il existait, en mars 1919, un seul Parti socialiste. Ces trois partis avaient adhéré unanimement à l'Internationale Communiste, sans connaître de scission. Il s'est détaché ensuite de la droite de chacun d'eux quelques personnalités qui ont fondé des groupuscules sans importance, ce qu'on ne saurait appeler scission à moins d'appeler scission également la sortie de Briand et Viviani de l'ancien Parti français. (Nous imaginons que nul ne soutiendra sérieusement ce point de vue).

Il reste donc, en tout et pour tout, quatre « divisions » que les dissidents et la droite de notre Parti pourraient à la rigueur imputer à l'Internationale Communiste. Certes, l'Internationale Communiste a approuvé ces scissions et les a félicitées. Mais qui pourrait honnêtement prétendre que ces scissions sont artificielles et qu'elles ont été imposées par la volonté de « Moscou » ? Qui oserait nier que dans les quatre parties dont nous parlons, il y avait à droite et à gauche résolution très nette de se séparer ? Comment l'Internationale Communiste aurait-elle provoqué dans ces partis des scissions si elle n'avait trouvé à l'intérieur de ces partis les consentements actifs ou tacites sans lesquels il eût été impossible de réaliser effectivement les scissions ?

En France, par exemple, il est hors de doute que la scission s'est accomplie dans l'approbation générale, quelles que soient les manifestations hypocrites qui l'aient accompagnée. La gauche voulait la scission parce qu'elle savait que le Parti contenait des éléments absolument réfractaires aux conceptions révolutionnaires et qu'il était impossible d'entraîner dans l'action. La droite voulait la scission parce qu'elle se savait minorité et que l'orgueil de son état-major ne pouvait supporter la subordination des parlementaires et des politiciens de carrière à un Comité directeur formé de militants révolutionnaires. On pourrait encore ratiociner sur l'emplacement de la ligne de scission que d'aucuns eussent préférée plus à droite, d'autres plus à gauche, mais le fait essentiel, la résolution de scission, est un fait acquis. Le Comité de la III^e Internationale a dit tout haut ce que tout le monde pensait tout bas, à savoir que l'incompatibilité des idées qui s'affrontaient dans le Parti créait une impossibilité de collaboration dont la scission était la conséquence inévitable. Le Comité de Résistance, renforcé de la majeure partie des forces actives du Comité de Reconstruction, organisait de son côté la scission en fait tout en prodiguant les manifestations « unitaires » verbales. Enfin, les profession-

nels de la pleurnicherie qui parlaient « d'épuration », comme si le mot « épuration » était pudique et le terme « scission » obscène, n'ignoraient pas que toute épuration, c'est-à-dire toute exclusion pour parler moins sournoisement, devait provoquer la solidarité de tout un groupe, et qu'en dépit de la variété des procédures, l'issue du conflit ne pouvait être qu'un déchirement de l'organisation. Avec ou sans le concours de l'Internationale Communiste, la rupture était inéluctable.

En Belgique, la majorité réformiste a expulsé la gauche qui devenait une force. En Suisse et en Espagne, la volonté de scission animait les deux camps, à tel point qu'en Espagne il y eut deux scissions, l'une avant l'intervention de l'Internationale Communiste, celle des Jeunesses, l'autre après le 2^e Congrès mondial, et il fallut l'intervention de l'Internationale pour faire disparaître ultérieurement l'une des divisions. En Suisse, il s'était créé, bien avant l'intervention de « Moscou », un Parti communiste, qui fusionna plus tard avec la gauche du Parti socialiste.

En Italie et aux Etats-Unis, où la division existait déjà, il s'en est produit une autre avec l'intervention de l'Internationale Communiste. Mais en quoi les divisions accomplies avec l'aide de l'Internationale Communiste seraient-elles plus criminelles que les divisions accomplies sans cette aide ? Voilà ce qu'il faudrait nous expliquer, ce dont on se garde bien. Il serait plus honnête de constater simplement que les divisions ont toujours existé dans l'organisation politique du prolétariat, avant et après la fondation de l'Internationale Communiste. Il serait même assez honnête de reconnaître que l'Internationale Communiste a exercé une influence unificatrice partout où l'intérêt du prolétariat l'exigeait, ce que nos ennemis oublient systématiquement de mentionner.

En Allemagne, où il existait trois partis lors de la fondation de l'Internationale Communiste, il s'est produit depuis trois nouvelles scissions : celle de Halle, où les communistes ont certes pris une grande part de responsabilité, mais qui n'a pas créé un parti de plus en Allemagne puisque la scission a été suivie immédiatement d'une fusion ; celle du Parti communiste ouvrier, qui s'est accomplie malgré l'Internationale Communiste et que celle-ci s'est longuement efforcée de réparer ; celle enfin du groupe Lévi, qui n'a pas créé un parti de plus puisque ce groupe a fusionné avec le Parti social-démocrate indépendant, comme la logique l'ordonnait. L'action unificatrice de l'Internationale Communiste s'est exercée en Allemagne à la fois parmi les éléments anar-

chisants du K. P. D. et parmi les éléments modérés de l'U. S. P., et il n'a pas dépendu de nous que l'unité révolutionnaire se réalisât.

En Tchéco-Slovaquie, le communisme a réalisé ce tour de force de fondre cinq partis nationaux en un seul parti unifié. En Angleterre, le communisme a unifié plusieurs partis et groupes en un seul Parti communiste. En Pologne, le communisme a réalisé la fusion du Parti social-démocrate (P. S. D.), du Parti polonais socialiste (P. P. S.) de gauche et d'une partie du Bound. Aux Etats-Unis, en Belgique et en Espagne, l'Internationale Communiste a exigé la jonction des deux Partis communistes qui s'étaient formés dans ces pays. C'est encore le communisme qui travaille à la disparition des partis nationaux juifs (*Bound* et *Poalésion*), c'est-à-dire à leur absorption par les Partis communistes existants.

Enfin, il n'y a que l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge qui travaillent réellement, effectivement, non en paroles, mais avec des actes, à la disparition des syndicats formés selon les races et les nationalités, à la création de syndicats uniques groupant les salariés sans distinction de langage, de couleur et d'origine. Et faut-il rappeler les campagnes des deux Internationales révolutionnaires contre la scission dans les groupements professionnels, pour l'unité à tout prix de l'organisation économique du prolétariat ?

La cause est entendue. La partie éclairée du prolétariat sait la raison des scissions. Elle sait que les scissions politiques sont la conséquence fatale des désaccords politiques des représentants du prolétariat, les uns étant restés fidèles à l'idée communiste et révolutionnaire, les autres l'ayant abandonnée pour devenir les agents conscients ou inconscients de la bourgeoisie impérialiste. Elle sait que les scissions syndicales sont le fait des réformistes, et d'eux seuls, qui veulent soustraire les masses au contact de l'élite révolutionnaire.

Elle sait que les ennemis des communistes, qui imputent à ceux-ci les divisions ouvrières, sont divisés entre eux, et que par conséquent les divisions ont d'autres causes que l'action des communistes. Elle sait que les deux Internationales politiques réformistes sont incapables de s'unir, ni de faire fusionner par exemple leurs groupements russes adhérents, ou les deux partis social-démocrates allemands, ou encore les deux partis socialistes français. Elle sait que si la Social-démocratie allemande, modèle d'unité et d'organisation (sinon de force) avant la guerre, a été brisée par la guerre et la révolution en quatre parties et

plus, c'est qu'aucune unité ne pouvait résister aux désaccords théoriques et pratiques que les événements ont accusés depuis 1914.

Pourquoi nous avons fait la scission ? Mais, Soutif, parce qu'il fallait avant tout, à l'heure de l'ébranlement du monde capitaliste, réaliser une tâche historique de différenciation politique, acquérir notre indépendance de communistes, créer partout des partis communistes. Cette tâche historique réalisée, notre indépendance acquise, les partis communistes fondés, nous avons d'autres œuvres à aborder. La première et principale est de rendre au prolétariat la notion de son unité de classe qu'il

a perdue à la suite des trahisons répétées de ses chefs, génératrices des divisions. C'est pour accomplir cette tâche que l'Internationale Communiste a lancé le mot d'ordre du front unique dans la lutte pour les revendications immédiates, mot d'ordre dont l'écho déjà partout se répercute et secoue l'apathie des masses. Et c'est parce que nous avons fait la scission, c'est parce que nous avons formé des partis communistes, que nous sommes capables de lancer un tel mot d'ordre, forts de notre organisation distincte, de notre indépendance.

Moscou, 10 mars.

Boris SOUVARINE.

De la Révolution bourgeoise à la Révolution prolétarienne

La librairie de l'*Humanité* vient de rééditer, en un volume d'une remarquable beauté typographique, le premier volume de l'œuvre historique de Jaurès : *La Constituante*. Lorsque la première édition fut livrée au public elle ne suscita pas seulement l'intérêt et l'émotion des militants ouvriers, mais aussi l'admiration des historiens de profession. Ceux mêmes qui défendaient des idées diamétralement opposées aux nôtres rendirent hommage à la profondeur des analyses et à la valeur de la documentation.

Ce que Jaurès mettait en lumière, ce n'était pas uniquement les grandes scènes classiques de la Révolution : la convocation des états généraux, le Serment du Jeu de Paume, le 14 Juillet, les débats nocturnes du 10 août, les journées d'octobre, c'étaient surtout les raisons profondes, les causes économiques du grand mouvement. Il faisait leur part aux idées, au rayonnement des philosophes et des encyclopédistes, mais en même temps il montrait comment la révolution devait sortir, avec une manière de vigueur automatique, de la transformation des rapports entre les classes de la Société.

De même qu'aujourd'hui la bourgeoisie maîtresse des biens, meubles et immeubles, des hauts fourneaux, des usines, de la flotte marchande, des tissages, forme un ordre privilégié, qui ne paie que sa portion infime d'impôts, qui asservit l'Etat, tout l'appareil politique à ses convoitises, et qui dispose de la force armée contre les masses, de même jusque-là, la noblesse et le clergé détenaient des privilèges politiques et économiques, qui li-

vraient 24 millions d'êtres humains à la discrétion de 200.000.

Ces 24 millions constituaient ce qu'on appelait le Tiers Etat ; classe mêlée, hétérogène, où les misérables tisserands de Louviers et d'Elbeuf coudoyaient les fermiers généraux et les riches bourgeois du Havre et de Bordeaux. On se demandera quels avantages pouvaient trouver en la révolution un Dupin de Francueil, nanti de 600.000 livres de rente, ou les armateurs que le commerce des blés et la traite des esclaves dotaient d'hôtels somptueux et de propriétés immenses. L'explication est simple.

Ils avaient des millions de capital, mais ils étaient frustrés des droits politiques et avaient soif de cette égalité, dont ils étaient privés. Ceux d'entre eux qui étaient rentiers, qui participaient aux 240 millions d'arrérages inscrits, se savaient toujours menacés par l'indigence du Trésor. Le déficit avoué, en 1789, était de 56 millions seulement sur un budget de 400, mais le déficit réel était infiniment plus ample et les rentiers, par crainte de la banqueroute, devenaient révolutionnaires. La grande industrie et le grand commerce étaient gênés par les lisières d'ancien régime, par les traditions féodales, par des vexations de mille espèces.

L'évolution économique avait dépossédé peu à peu les ordres privilégiés de leur prédominance de fortune, mais ils subsistaient, comme des parasites, avec leurs prérogatives politiques qui leur permettaient de piller le coffret public et de manger la nation.

La bourgeoisie était révolutionnaire, et ce

fut de ses rangs que sortirent les grands conducteurs du temps. Mais elle n'aurait pas accompli la révolution à elle seule. Jaurès, en même temps que Kropotkine, a montré le rôle formidable des paysans qui ont devancé les votes et les textes législatifs en brûlant les archives féodales et en s'emparant des biens fonds. La Révolution française, à cet égard, présente beaucoup d'affinités avec la révolution russe. Le moujik de Samara ou d'Orel se comporta comme le serf de la Beauce ou de la Brie. Aux millions de paysans qui vengèrent leur séculaire assujettissement, se joignirent les ouvriers des villes. Le prolétariat était certes moins nombreux, moins concentré qu'aujourd'hui, ou en 1871, ou en 1848, mais Jaurès nous signale sa puissance en certains centres, comme Lyon, de même qu'il nous dépeint son sort lamentable et qu'il énumère les salaires de famine. Le rôle de ce prolétariat ouvrier pour avoir été secondaire dans l'ensemble, a été décisif dans quelques cités, qui ont été les cités maîtresses.

Il serait puéril de dire : la révolution a été forcément politique et de la faire tenir tout entière dans la suppression des privilèges et dans la destruction de l'absolutisme monarchique. Elle a été économique et sociale, en abolissant une partie de la propriété et en opérant le transfert à la masse rurale de portions immenses du territoire.

Mais Gracchus Babeuf, en 1796, avait déjà parfaitement compris que la révolution de Mirabeau, de Danton, de Marat, de Robespierre, n'était qu'une préface et, qu'à tout le moins, elle serait suivie d'une autre révolution plus ample, qui, disait-il, serait la « dernière ».

Le prolétariat s'est associé à la bourgeoisie, mais c'est lui qui subit les coups ; et c'est elle qui accumule les profits. Par la crise de subversion qui s'est ouverte en 89, la bourgeoisie s'est érigée à son tour en caste privilégiée : elle manifeste sa puissance, tout de suite arrogante, en instituant le cens électoral comme en prohibant les coalitions d'ouvriers : pour les salariés proprement dits, elle professe plus de dédain que la noblesse et le clergé n'en avaient marqué pour elle-même. Quant au paysan, il devient le plus chaud défenseur de la révolution, du jour où il a détruit, grâce à elle, les servitudes féodales qui l'accablaient, et il se lie ainsi dès le début à la domination bourgeoise. Il faudra, pour le soustraire à cette solidarité, plus d'un siècle de transformation économique, des crises de misère, et une lente pénétration d'idées neuves.

Mais de même que l'ancien régime avait produit sa classe révolutionnaire, la bourgeoisie, qui devait en être le fossoyeur, de même le

nouveau régime, celui du capitalisme bourgeois, a engendré son adversaire mortel, qui creusera sa tombe, le prolétariat.

La révolution prolétarienne sera autrement difficile et complexe que la révolution du Tiers Etat, et les événements de Russie suffisent à nous édifier. C'est que la société actuelle est elle-même bien plus riche de rouages multiples que la société du XVIII^e siècle.

Jaurès ici a eu une vision d'une admirable clarté. Ecoutez-le :

« J'entends dire quelquefois : la noblesse a eu sa nuit du 4 août ; il faudra que la bourgeoisie ait la sienne. » Cette analogie est trompeuse ; la révolution communiste et prolétarienne sera beaucoup plus vaste et profonde que la révolution de propriété du 4 août 1789.

« Elle ne portera pas sur une portion de la puissance économique de la bourgeoisie, elle s'appliquera à tout le système capitaliste de la production et de l'échange : elle sera donc beaucoup plus étendue. En outre, elle exigera du prolétariat un effort nouveau de pensée ; le déploiement de facultés nouvelles. Elle devra organiser sur un mode nouveau la production et la répartition. Il devra assurer dans l'ordre du travail des fonctions directives, qu'il n'exerce point aujourd'hui. »

Jaurès, dans ce développement, s'est borné à illustrer la pensée maîtresse de Gracchus Babeuf.

Le prolétariat qui, partout, se prépare à la révolution, qui peut la faire surgir, dès demain, des crises grandissantes du capitalisme, doit s'adapter dès à présent aux énormes tâches qui lui incomberont. Toute révolution a une face destructive et une face constructive. C'est à cet égard, qu'en songeant aux obligations qui nous seront assignées à une heure sans doute prochaine, nous ne saurions trop, avec Jaurès et sous sa conduite, étudier les travaux de la révolution qui précéda la nôtre, — si diverses que soient les conjonctures.

Paul LOUIS.

JEAN JAURÈS

Histoire Socialiste

de la Révolution Française

8 volumes in-octavo, illustrée de nombreuses gravures d'après des documents de l'époque.

Le volume : 15 francs. Franco : 15 fr. 50

Édité par la Librairie de l'Humanité,
142, rue Montmartre, Paris (2^e)

La Semaine Politique

Les 22 milliards des Dépenses "recouvrables"

On avait annoncé 19 milliards de dépenses « recouvrables » pour l'année en cours. Le budget voté dans la nuit de vendredi en porte 22. Amplitude de mince importance pour une Trésorerie bondée d'or... On avait bien annoncé, il est vrai, que le même budget serait voté sans douzièmes ; puis, qu'un seul douzième suffirait... On en a voté un, puis deux, puis trois... Il a fallu un zèle désordonné, tant au Luxembourg où l'on s'épuisa en séances matinales, qu'à la Chambre où l'on se consuma fort avant dans la nuit, pour en éviter un quatrième. On a « bachoté », ainsi, un budget de 22 milliards, comme au bon vieux temps nos parlementaires - potaches « bachotaient » une inévitable licence en droit.

Est-ce à dire que les débats, pour avoir été bousculés, ont manqué d'intérêt ? En aucune façon. Jamais, le pharisaïsme des « dépenses recouvrables » n'était apparu avec une évidence aussi décisive. On peut constater que la France bourgeoise, que le créancier bourgeois, n'a pas simplement attesté son incohérence, mais qu'il a, lui-même, proclamé son impuissance. L'Allemagne, de l'aveu du créancier français, ne paiera pas, ou ne paiera guère. Et de sages sénateurs sont allés, dans ces conditions, jusqu'à demander la suppression du budget recouvrable. Soit... Mais dans un cas comme dans l'autre, où prendre l'argent ? Comme l'Europe et l'Amérique ne se montrent pas plus disposées à « payer » que l'Allemagne, c'est donc, pour notre bourgeoisie, l'impossibilité, maintes fois dénoncée par le Parti Communiste, de résoudre le problème financier. Il y a quelques semaines, M. Doumer, encore ministre, faisait savoir à son collègue des Régions libérées qu'il ne pouvait affecter aux dépenses mensuelles de reconstruction qu'un peu plus du tiers de la somme habituelle. Comment notre trésorerie trouvera-t-elle demain l'argent qui lui manquait hier ? Où prendra-t-elle les milliards des Pensions ?... Puisque l'Allemand ne paie pas, que l'Etranger ne paie pas... que le Français ne peut plus payer... et que la Trésorerie est à la petite semaine ?

De l'aveu officiel, le budget des dépenses « recouvrables » ne recevra cette année que des sommes dérisoires de l'Allemagne. Aveu officiel. Aveu tardif, aussi. L'actuel ministre des Finances, hier encore, rapporteur général du budget recouvrable, se montrait d'un autre optimisme. Ouvrez son rapport, déposé en

janvier devant la Chambre. Il attendait de l'Allemagne, pour l'exercice 1922, des versements de 7 milliards. Cela, au moment où le moratorium était pratiquement certain. Cela, au moment où les 7 milliards de dépenses de Trésorerie prévus par lui apparaissaient à tous comme sensiblement insuffisants.

Aujourd'hui, en effet, ces 7 milliards de dépenses ont été portés à 10. Quant aux 7 milliards allemands, ils seront réduits à bien peu de chose. Les paiements *globaux* de l'Allemagne ont été fixés, pour 1922, à 720 millions de marks or en espèces et à 1.450 en nature. Quelle sera, là-dessus, la part de chaque capitalisme allié ? Quelle sera la part du capitalisme français ?

Laissons au ministre des Finances — ancien rapporteur du budget recouvrable, l'homme aux 7 milliards allemands — le soin de donner la réponse :

M. le ministre des Finances. — *Il est bien évident que malgré tous nos efforts, nous touchons fort peu de choses de l'Allemagne au cours de l'année 1922.*

Votre commission des finances, qui a étudié les paiements de l'Allemagne avec son soin habituel, a été amenée à modifier, d'accord d'ailleurs, avec le gouvernement, les écritures qui avaient été précédemment envisagées. Certes, quand mon honorable prédécesseur, M. Doumer, a déposé son budget au mois de juillet dernier, il était en droit de compter que l'accord de Londres serait strictement exécuté. Je dirais même que c'était non seulement son droit, mais son devoir de l'accomplir. On pouvait espérer alors qu'au cours de l'année 1922, nous verrions l'état des paiements s'exécuter et que nous pourrions toucher les sommes auxquelles nous avons droit.

Par suite du moratorium accordé par la commission des réparations, nous ne toucherons en 1922 que des sommes de faible importance. Combien exactement ? Je ne puis faire de prévisions à cet égard ; cela dépendra pour une très large part de la quantité de livraisons en nature que nous pourrions absorber.

Voilà pour 1922.

**

Voici, maintenant, pour 1923, et pour les années à venir. C'est à M. Bérenger, rapporteur général, auprès du Sénat, du budget recouvrable, que nous laisserons la parole. Avec une pessimisme austère et clairvoyant, M. Bérenger se refuse à être dupe... « Il est certain que l'Allemagne ne paiera pas, cette année, les 7 milliards primitivement prévus », écrit-il dans son rapport. Et pour demain ? Pour les années à venir ? « Il est non moins certain qu'aucun chiffre précis ni sérieux de paiements, ne peut, à l'heure actuelle, être fixé par personne... La créance de la France vau-

dra ce que vaudra son énergie à la faire recouvrer ». Le passé peut être, à cet égard, un élément d'appréciation de l'avenir. Ce passé, « c'est celui des capitulations successives des conseils suprêmes des gouvernements alliés, depuis les accords de Hythe et de Spa, en 1920, jusqu'à ceux de Paris et de Londres, en 1921, puis de Cannes en 1922 ».

Les chiffres sont d'ailleurs éloquentes :

a) L'Allemagne devait, avant le 1^{er} mai 1921, verser une provision de 20 milliards de marks or. Elle n'a pas respecté cet engagement. Et le 31 décembre 1921, compte tenu des valeurs de toute nature livrées ou cédées par elle, l'Allemagne n'avait versé qu'environ 11 milliards de marks or. On a fait abandon du surplus ;

b) Le remboursement des frais d'occupation devait se faire en dehors et en supplément des sommes payées au titre des réparations. Or, une partie de ces frais a été et sera remboursée au moyen des versements effectués au compte des réparations ;

c) L'état des paiements du 5 mai 1921, entouré d'un cortège soennel de garanties et de menaces, n'a même pas été mis en application pendant une année entière ;

d) La France, qui n'est pas encore entièrement remboursée de ses dépenses d'occupation, aura, au 31 mars 1922, avancé, pour le seul paiement des réparations et pensions, plus de 90 milliards de francs.

Comment en espérer la récupération ? Il semble bien que les gouvernements ne nourrirent plus, à cet égard, les illusions bienheureuses de naguère. Avouons que depuis un certain nombre d'années, le Parti ne leur avait pas ménagé les prophéties. C'est donc la France qui, aujourd'hui comme demain, et comme hier, devra payer.

Par quels moyens ?

**

Oui, par quels moyens, a demandé M. de Lasteyrie à la tribune du Sénat ? Des impôts nouveaux ? Il n'y faut pas songer. De nouveaux billets de banque ? Regardez l'exemple allemand... Un nouvel emprunt ? On avait bien juré qu'on en avait fini, avec cette méthode, qui, loin de réduire le déficit, l'augmente, le capitalise, selon l'heureuse expression de Vincent Auriol. Mais que voulez-vous ? Il faudra bien encore s'y résoudre.

M. de Lasteyrie a déclaré au Sénat :

Vous allez alors me demander : « Comment allons-nous faire pour équilibrer ce budget de 1923 ? » — ce budget qui, je voudrais l'espérer, sera le dernier pendant lequel la France sera presque seule à faire les frais de sa reconstitution.

Nous écartons donc les impôts, nous écartons l'inflation. Il ne reste qu'une solution. Elle est mauvaise, je le reconnais bien haut ; j'espère que c'est la dernière fois cette année que nous y aurons recours dans une telle proportion. (Mouvement). **MAIS C'EST FATALEMENT LA SEULE A LAQUELLE NOUS PUISSONS NOUS**

ADRESSER EN CE MOMENT — C'EST L'EMPRUNT.

Voilà donc le grand mot lâché. On va lancer de nouveaux emprunts : non pas de 12 milliards, comme il avait été primitivement annoncé, mais de 22 milliards ! 22 milliards à trouver cette année, soit le double de ce que donnait le pays, à l'époque « des affaires », avant l'effondrement de 1920. Et le même problème se reposera chaque année...

Alors qu'il n'était question que de 12 milliards d'emprunts — émis, sous la garantie de l'Etat, mais non pas par l'Etat — nous avons présenté les critiques qu'imposaient de pareilles extravagances. Nous n'avons rien à ajouter à ce que nous disions alors.

Tout, au reste, n'a-t-il pas été dit ? Tout, y compris le mot final : Faillite.

- Grand Débat

Le grand débat sur la politique extérieure ne nous a pas apporté de grandes nouveautés, ni de grandes précisions. Deux présidents du Conseil se sont succédé à la tribune, l'un, président de la veille, l'autre président d'aujourd'hui. Leurs discours se ressemblent étrangement. La substance en est la même, si le modelage en apparaît un peu différent.

Dès l'avènement du Cabinet Poincaré, nous écrivions ici qu'abstraction faite du ton rogue de la déclaration ministérielle, on y retrouvait, en politique extérieure et intérieure, non seulement toutes les promesses contradictoires de la Déclaration lue il y a un an par M. Briand, mais les promesses des cabinets Millerand et Leygues. Et nous ajoutions : « Comme les cabinets qui l'ont précédé, le cabinet Poincaré est donc logiquement et pratiquement condamné à l'impuissance et à la défaite. Il ne conciliera pas les politiques inconciliables de la bourgeoisie anglaise et française. Il n'encaissera pas un mark de plus que Millerand, Leygues et Briand. Il ne résoudra pas le problème financier. Il n'empêchera pas la rentrée officielle de la Russie dans la politique mondiale ».

Bilan de trois mois de pouvoir : M. Poincaré a accepté le moratorium allemand ; la Russie rentre à Gênes sur la scène mondiale ; le gouvernement va participer à la Conférence de Gênes où la politique de l'Angleterre et de la France s'affirmera une fois de plus inconciliable...

M. Poincaré, si opposé à la méthode des Conférences, a déclaré textuellement au sujet de la Conférence de Gênes :

Si, comme je n'en doute pas, ces conditions (déterminées à Cannes) sont respectées, grâce à l'accord qui s'est établi sur ces différents points entre les allies, la France ira à Gênes, comme je l'ai dit dès le premier jour à cette tribune...

M. Lenir. — Et comme M. Briand l'a dit.

Le président du conseil. — ...elle ira non seule-

ment parce qu'elle s'est engagée à Cannes, mais elle ira parce qu'elle a la volonté de travailler de son mieux avec les autres nations de l'Europe à une œuvre, où l qui n'est pas sans péril, on l'a dit tout à l'heure et je le sais mieux que personne — je vous assure que j'en ai le sentiment très net — mais à une œuvre qui n'est pas non plus sans grandeur ; et la France tâchera, malgré toutes les difficultés, de rendre cette œuvre féconde et durable. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. Aristide Briand. — Très bien !

Comme on comprend l'enthousiasme d'un député de la majorité, s'écriant, dans une ivresse généreuse :

— Vive Briand ! Vive Poincaré ! C'est la politique française qui continue.

C'est en effet « la politique française » de Millerand-Leygues-Briand qui continue. C'est la politique de revision masquée et forcée de l'inexécutable traité de Versailles. Seulement, cette politique-là, on la fait avec des périodes flamboyantes et des mimiques théâtrales. On brandit l'épée aiguisée... pour rogner sa propre créance. On n'est pas seulement impuisant. On est odieux.

Et tout cela peut conduire loin et coûter cher.

G.-E. LABROUSSE.

A propos du Front Unique

Le *Bulletin Communiste* du 2 mars met en valeur un article fort intéressant du *Communiste de Normandie*.

L'auteur y recherche les moyens d'aller aux masses. Adversaire du front unique conçu selon les thèses de décembre, il rejette, pour des raisons surtout sentimentales, l'entrée en rapport avec les chefs réformistes qui influencent une partie de la classe ouvrière.

Il croit avoir trouvé une meilleure solution. Selon lui, le Parti Communiste doit devenir un parti de lutte économique. Il doit choisir des mots d'ordre d'action qui aient de l'écho dans les masses, les étudiant soigneusement avant de les lancer et engager la lutte avec eux. Ainsi le parti deviendra l'animateur de la classe ouvrière dressée en bataille contre l'offensive patronale.

Lors du Congrès de la Seine et lors du Congrès de Marseille, les délégués du parti applaudissaient chaleureusement ceux qui lui disaient : Il faut s'adresser aux masses, drapeau largement déployé, avec le programme révolutionnaire intégral. Pas d'agitation pour des revendications partielles. Les masses y verraient abandon de doctrine, reniement des principes et ne comprendraient pas.

Quelques mois ont passé. Aujourd'hui, nul militant sérieux ne tiendrait de tels propos. Le prolétariat veut défendre ses salaires et le Parti Communiste, s'il se désintéressait de cette lutte, s'isolerait des masses et se condamnerait à la stérilité. Maintenant, cette vérité apparaît avec évidence à tous les yeux.

L'année dernière le parti a pratiqué une politique d'abstention syndicale. C'est seulement grâce à l'intervention de l'Internationale que, tardivement et après tous les autres partis-frères, la question a été étudiée et soumise au Congrès National.

En vertu de la motion de Marseille, par son contrôle, le parti veillera à ce que l'activité syndicale des communistes ne soit pas en contradiction avec les principes généraux du communisme.

Nos amis de Normandie vont plus loin. Selon eux, le parti devra lancer des mots d'ordre pour la lutte économique. D'accord ; mais tirons les conséquences de cette thèse.

Si le parti lance des mots d'ordre, c'est pour qu'ils soient suivis. Le parti devra donc obliger ses adhérents à lutter syndicalement pour le triomphe des mots d'ordre lancés par lui.

Pour déterminer les mots d'ordre de chaque lutte locale, ou nationale, pour les propager, pour contrôler l'action syndicale de ses membres, le parti devra créer les organes qui lui permettront de remplir sa nouvelle fonction.

Chaque section, chaque fédération devra former sa commission syndicale. Toutes ces commissions devront être en liaison entre elles et avec la commission centrale actuellement existante. L'appareil syndical ainsi constitué devra non seulement servir à l'étude et à l'information, mais encore et surtout permettre de diriger les luttes du prolétariat.

L'article du *Communiste de Normandie* signifie cela ou ne signifie rien. De plus en plus le parti tend à sortir de son abstention syndicale. Un grand pas en avant est en train de se faire.

Revendications partielles, mots d'ordre concrets pour l'action, coordination de l'activité syndicale des communistes pour la direction des luttes ouvrières, tous ces procédés tactiques jusqu'alors réprouvés sont sur le point d'être unanimement proclamés nécessaires par le parti français.

Le 3^e Congrès mondial avait déjà décidé l'emploi de ces méthodes d'action par les partis communistes.

Huit mois plus tard, nos amis de Normandie, avec une intelligence audacieuse et avertie, tirent de leur expérience propre les mêmes conclusions que Moscou avait tirées de l'expérience internationale.

Si le parti français avait réfléchi sur le mouvement allemand, s'il avait eu une vie internationale plus intense, il aurait employé depuis huit mois des modes de lutte qu'il commence seulement à découvrir aujourd'hui.

Le parti allemand qui a dans son passé de grandes batailles révolutionnaires, qui exerce une influence importante sur la vie syndicale et qui agit dans un pays tout proche de la révolution ; le parti allemand qui, lui non plus, ne fait pas mauvaise figure dans l'Internationale et qui par la qualité éprouvée de son communisme peut soutenir honorablement sinon toujours victorieusement la comparaison avec tous les autres partis, y compris le parti russe ; le Parti Communiste allemand a commencé en février 1920 par la fameuse lettre ouverte à se servir de l'entrée en rapport avec les organisations, c'est-à-dire avec les chefs, comme d'un moyen pour toucher, émouvoir et en-

traîner les masses qui se trouvent en dehors de la zone d'attraction du communisme.

La plupart des partis importants de l'Internationale ont suivi l'exemple allemand et ils s'en sont presque tous bien trouvés.

Aussi la récente Conférence de Moscou, en approuvant les thèses de décembre sur le front unique, vient-elle, après des débats approfondis, de proclamer la valeur internationale de l'expérience allemande et d'en généraliser la pratique pour tous les pays, selon des modalités appropriées à chaque situation.

Que peut-on objecter à l'entrée en rapport avec les chefs ?

La répulsion sentimentale du parti ? Qui de nous ne l'éprouve pas ?

Pense-t-on qu'il soit agréable aux communistes allemands de se trouver en présence de Noske l'assassin. Mais il est indigne d'un parti marxiste de se déterminer pour des motifs d'ordre purement sentimental.

Objectera-t-on le danger de rupture avec la C. G. T. unitaire ? A sa façon, sans le savoir, comme M. Jourdain faisait de la prose, celle-ci a pratiqué le front unique par la démarche auprès des chefs réformistes. Grâce à cela la Fédération des fonctionnaires, si elle n'est pas venue à la C. G. T. unitaire, n'est pas restée avec Jouhaux : elle a gardé la neutralité.

Monmousseau met en garde le Parti Communiste contre la désaffection syndicale s'il entre en rapports avec les chefs réformistes.

C'est la C. G. T. U. qui court de grands dangers si elle se lance toute seule dans de grandes batailles.

Si l'organisation révolutionnaire entre seule en lutte, elle se fait broyer et les organisations réformistes, qui groupent déjà en temps ordinaire les arriérés et les pusillanimes, recueillent après chaque bataille, les lâches et les déserteurs de la grève.

Qu'on se rappelle le jeu de Bidegarray poussant les cheminots révolutionnaires tous seuls à la lutte, pour bénéficier ensuite de leur écrasement.

Front unique des masses sans les chefs, a-t-on dit. Formule excellente. Je n'ai qu'un reproche à lui faire, mais d'importance. Elle suppose le problème résolu. Les masses et les chefs forment un tout. Le problème est justement de le décomposer. On n'y parviendra pas en lançant dans le vide des mots d'ordre, si bien étudiés soient-ils. Le problème est justement de séparer les masses des chefs réformistes. Dire : Allons aux masses en faisant le front unique sans les chefs, c'est poser le but comme moyen.

Economiquement prospère au sortir de la guerre mais presque désarmée en face du prolétariat, la bourgeoisie, par la suite, a subi la désorganisation de son économie et organisé ses forces répressives et coercitives. Elle cherche une issue à la crise mondiale dans l'asservissement total de la classe ouvrière tout entière.

C'est la classe ouvrière tout entière menacée que le Parti Communiste doit convier à se défendre sur le front prolétarien unique. Les masses inorganisées arriérées et jusque-là indifférentes ne comprennent rien à nos divisions doctrinales. Elles ne s'ébranleront ni à la voix des réformistes, ni à la voix des communistes. Elles ne répondront qu'aux appels communs de tous les chefs. Quant aux masses soumises à l'influence des réformistes, elles ne bougeront qu'à l'appel de leurs propres dirigeants. C'est seulement dans la bataille commune que la classe ouvrière reconnaîtra ceux qui sont dignes de sa confiance.

Où est, là-dedans, la stratégie politicienne, faite d'habiletés, de ruses grossières, de roueries puériles ?

Les chefs réformistes repousseraient le front prolétarien unique sous prétexte que nous avons dit : Dans l'action, tous ceux qui ne sont pas sincèrement avec le prolétariat se démasqueront ! Allons donc ! Je les défie bien, même devant leurs propres troupes, de faire passer ouvertement leur susceptibilité avant les besoins élémentaires des ouvriers qu'il s'agit de défendre par une action de classe énergique.

Leurs propres troupes ne comprendraient pas qu'ils repoussent une occasion de se disculper et de confondre leurs accusateurs.

Il se peut d'ailleurs que dans la lutte certains chefs passent au communisme. Nous ne les repousserons pas si leurs actes répondent à leurs paroles. Je suis assez sceptique là-dessus. Mais je ne puis tout de même pas oublier que l'on a vu de telles conversions pendant la Révolution russe. Et nombreux sont les mencheviks passés au holochevisme qui la servent aujourd'hui avec cœur, énergie et intelligence.

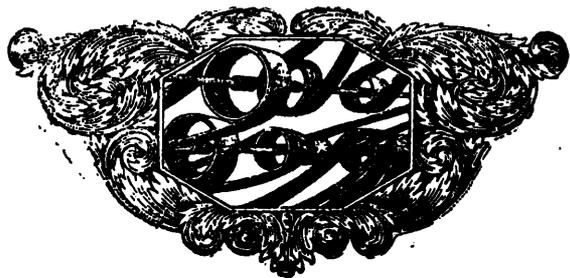
Dans tous les cas le Parti Communiste reste une formation distincte, n'aliénant jamais son droit de critique. Craindre les états-majors rivaux serait douter de la valeur du communisme.

Au début le front unique rassemble toutes les masses et tous les chefs. L'expérience des batailles livrées élimine les mauvais. Et peu à peu le front prolétarien unique passant sous la direction communiste, la révolution mûrit.

Il est à souhaiter que notre parti ne fasse pas comme pour les revendications partielles, les mots d'ordre concrets, l'action syndicale, et qu'il ne mette pas 8 mois à redécouvrir le front unique.

La méthode de la redécouverte, « *rediscovery* », comme disent les Anglais, est excellente pour enseigner les enfants. Elle n'a qu'un inconvénient : elle demande beaucoup de temps. Les communistes ne sont pas des enfants et la classe ouvrière, serrée à la gorge, n'a pas de temps à perdre.

Albert TREINT.



Vient de paraître :

UN LIVRE NOIR.

Diplomatie d'avant-guerre

D'après les Documents des Archives russes
(Novembre 1910—Juillet 1914)

Préface de René Marchand

Un volume..... 10 francs

En vente à la Librairie de l'Humanité.

LA TERREUR BLANCHE EN YUGO-SLAVIE

Au secours du Proletariat torturé !

L'attention du prolétariat mondial doit se porter vers la situation tragique faite au prolétariat yougoslave par le tsarisme sévissant sur ce pays.

Les aventuriers politiques, les juntes monarchistes et les requins des banques qui ont poussé impitoyablement, par trois guerres successives, les masses populaires serbes à la boucherie et au carnage, s'appliquent à étouffer dans le sang tout mouvement des masses ouvrières et paysannes, saignées à blanc par sept ans de massacres et plongées dans une misère inextricable.

La bourgeoisie yougoslave sévissant ses gouvernants en votant des lois scélérates contre les communistes et le mouvement ouvrier, en foulant aux pieds les principes fondamentaux de la démocratie dont elle est habituée hypocritement à se vanter.

Une bureaucratie servile, organisatrice d'un système d'espionnage et de dénonciations permanents, un régime de brutalités policières qui dépasse l'imagination, une caste de juges de classe et une presse stipendiée, voilà tout ce qui est dressé par les maîtres de la Yougo-Slavie pour écraser moralement et matériellement les révolutionnaires.

Le récent procès des communistes, à Belgrade, monté avec l'appui d'une campagne mensongère de toute la presse bourgeoise, préparé par des milliers d'arrestations, par des provocations sans nombre et par la torture des accusés, couronne la politique des gouvernants yougoslaves. Il s'agissait, depuis plus d'un an, d'anéantir le Parti Communiste, d'enrayer son influence sur les masses populaires.

Mais nous voulons, tout de suite, adresser un ardent appel au prolétariat du monde entier pour qu'il élève, par tous les moyens, sa protestation puissante contre la Terreur Blanche.

Il n'y aura pas de condamnation assez forte, ni de sanctions assez graves à requérir contre les criminels de Belgrade ou d'Agram.

Les soulèvements des paysans en 1918 et 1919

La Yougo-Slavie, ou plutôt si l'on se réfère aux termes d'une constitution réactionnaire octroyée, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, est un des produits secondaires de la « dernière » des guerres. La Yougo-Slavie a tenu le rôle du gendarme colonial de l'Entente et de la France dans le Proche Orient.

La caste militaire serbe, la clique monarchiste des généraux de l'ancienne Serbie, ont parfaitement joué leur rôle. En revanche, ils ont installé leur pouvoir despotique dans la Serbie reconquise et dans les provinces sud-slaves de l'ancienne Autriche-Hongrie. Par la grâce des baïonnettes des zouaves et sénégalais français, ils ont apporté aux populations yougoslaves une « liberté » que celles-ci se sont mises, dès le début, à combattre. Car cette « liberté » n'était bonne que pour les mercantis et profiteurs, qui ont eu licence d'exploiter

sans vergogne les masses paysannes et ouvrières.

Les masses paysannes et ouvrières ont réclamé et tenté d'obtenir, dès le début, une liberté tout à fait différente. Instruites par les souffrances surhumaines serbes pendant la boucherie mondiale, instruites surtout par l'exemple de la grande révolution prolétarienne russe, elles ont dirigé une attaque immédiate contre la grande propriété des féodaux et du clergé, en saisissant la terre et en tentant la conquête du pouvoir politique.

Les paysans de l'ancienne Serbie, dépeuplée par une guerre continuelle de sept ans et dévastée par les envahisseurs, ont retrouvé leurs terres ruinées et sont devenus la proie des spéculateurs inscrupuleux. Rien ne pouvait leur faire espérer de sortir de leur misère et détresse.

La bourgeoisie yougoslave, quoique divisée en nationalismes rivalisants et antagonistes, s'est vite entendue avec la nouvelle clique au pouvoir, et la plus honteuse exploitation des masses laborieuses a commencé dans tout le pays. Ce fut surtout sur l'exportation des denrées alimentaires et des derniers stocks des matières premières que se jeta le jeune capitalisme yougoslave.

Grâce aux complicités des dirigeants et de la bureaucratie, les banques ont fait des fortunes fabuleuses par l'exportation des produits d'alimentation dans les pays voisins. Le règne des financiers s'établit dans le pays et les intérêts vilains du peuple lui furent vite subordonnés.

Les succès du Parti Communiste

Cet état de choses a créé une situation favorable à la diffusion des idées communistes. Poussées, comme nous l'avons dit, par la misère croissante et animées par les victoires des prolétariats russe et hongrois, les masses populaires yougoslaves ont accueilli avec joie la doctrine révolutionnaire du Parti Communiste. La propagande communiste a touché au vif les sentiments du peuple, un succès égal a suivi les agitateurs communistes dans leur action près des nationalités et races qui divisent la population de la Yougo-Slavie en une dizaine d'unités ethnographiques.

Dans les villes et à la campagne, au centre et sur les limites de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes les masses opprimées du peuple ont accepté le communisme comme l'expression exacte de leur pensée. Le nombre et la force des organisations communistes a grandi de jour en jour, et par leur activité la parole révolutionnaire a pénétré dans les coins les plus reculés du pays. La conscience des masses paysannes et ouvrières s'est éclairée. Aucun régime capitaliste ne l'en guérira plus. Leur volonté de renverser le capitalisme est profonde comme est profond leur désir d'établir l'avènement des ouvriers et paysans révolutionnaires.

Le Parti Communiste yougoslave a dirigé les masses prolétariennes et demi-prolétariennes à la fois vers l'accomplissement des tâches politiques immédiates et la préparation d'une révolution sociale

dans les Balkans de concert avec les prolétariats révolutionnaires des pays voisins. Il a été secondé dans cette tâche par l'œuvre destructive d'une bureaucratie corrompue et brutale, par les impôts incessants, les violences policières, le désarroi universel et surtout par les vols énormes des mercantis et banquiers. Le pouvoir des classes possédantes s'est trouvé miné dans tout le pays.

Hostile, dès le début, au réveil social des masses populaires, la bourgeoisie yougoslave a caressé au commencement l'espoir d'éliminer la poussée révolutionnaire par une propagande chauvine, dirigée contre les peuples voisins et les nationalités non-slaves soumises. On a fait tout pour séduire les paysans serbes avec l'aurole du roi « libérateur » et la création de l'Etat « national libre » qu'il fallait, assurait-on, défendre contre tout ennemi extérieur et intérieur.

Gardant trop de confiance dans leurs mouchards, les gouvernants n'ont pas, au début, apprécié suffisamment le danger communiste, feignant de n'y attacher aucune importance. Mais les succès politiques du parti et la puissance du mouvement gréviste les ont rappelés au respect de la réalité, en les poussant à l'emploi des moyens d'extrême brutalité.

Grèves et Déportations

Malgré la déportation de nos camarades Philippe Philipovitch et Dr Lima Markovitch, chefs du parti, au printemps de 1919, le parti continue avec énergie son organisation et sous la pression de l'opinion publique, nos camarades retrouvent leur liberté. En dépit des mesures militaires, prises par les gouvernants, les manifestations du 1^{er} mai 1919 et la grève générale de sympathie à la Russie soviétique, le 21 juillet 1919, réussissent complètement, donnant ainsi la preuve de la solidarité internationale du prolétariat yougoslave.

Malgré la censure militaire et les abus des autorités, l'organe central de presse du parti *Radnicka Novine* (*Gazettes des ouvriers*) de Belgrade, atteint en 1919 un tirage dépassant celui de toute la presse bourgeoise de Belgrade.

Les journaux communistes surgissent dans tous les centres et villes industrielles. Les organisations se multiplient rapidement. Les syndicats se rapprochent de la tactique et leur activité subit une forte influence du parti. Les masses affluent. Les prolétaires de la campagne et de la ville suivent d'un pas résolu le drapeau rouge du communisme.

Dans la seconde moitié de l'année 1919 une vague des grèves économiques et politiques submerge le pays. Ce mouvement atteint son paroxysme au mois d'avril 1920 à l'occasion de la grève des cheminots qui a duré presque un mois et a été appuyée par la grève générale dans tout le pays.

Sous la pression du mécontentement général, dans la seconde moitié de 1920, des élections municipales sont effectuées qui prouvent la force magnifique du mouvement communiste.

Aux élections du mois d'août, dans la plupart des villes yougoslaves avec à la tête Belgradé, la capitale du pays, donnent des municipalités communistes.

La conscience révolutionnaire des masses populaires s'est manifestée avec plus d'éclat encore aux élections de novembre de la même année pour l'Assemblée Constituante, où le Parti Communiste, malgré une loi électorale archi-réactionnaire, et les poursuites brutales des autorités, a su grouper autour de son drapeau une armée imposante de

cent dix mille voix prolétariennes. Sans l'élimination arbitraire de nationalités entières, le nombre de votes communistes, à coup sûr, aurait été triplé.

Le troisième par son nombre, le groupe communiste entre dans la Constituante comme une opposition puissante au régime, élevant la force de résistance des éléments libéraux et donnant à l'Assemblée un caractère républicain. Son activité dans l'Assemblée et surtout sa résistance énergique aux desseins des gouvernants ont un écho retentissant sur les masses ouvrières et toute l'opinion publique.

Une série de grèves, au caractère révolutionnaire, se déchaîne dans les régions minières et métallurgiques du pays entraînant avec elles d'autres grèves corporatives. Une agitation fiévreuse s'empare de toute la population. Le désarroi des groupements politiques bourgeois, et des gouvernants eux-mêmes, est à son comble. L'ensemble de la presse bourgeoise reflète une panique générale, et le désespoir des dirigeants. La bourgeoisie sent le sol s'effondrer, la couronne chancelle, le pouvoir glisse de leurs mains, le régime craque, l'heure suprême sonne.

Il faut agir pour éviter la catastrophe imminente, il faut porter des coups décisifs et écrasants contre les ennemis du régime, contre tout le pays.

L'assaut de la réaction

Drachkovitch, le ministre de la police, qui fut exécuté au mois de juillet dernier par un groupe de révolutionnaires, porte le premier coup. Contrairement à la Constitution et aux traditions des pays civilisés, il déclare par un décret de police, par sa fameuse « *Obznana* », tout le Parti Communiste, représenté à la Constituante par 59 députés, hors la loi. Par une attaque brutale contre les organisations ouvrières on croyait écraser le Parti Communiste et brayer les forces révolutionnaires du prolétariat.

En vertu de l'*Obznana*, toutes les organisations du Parti Communiste sont dissoutes, tous leurs fonds saisis, tous les journaux communistes supprimés, les Maisons du Peuple et toute la propriété du Parti confisquées, les bibliothèques et les librairies socialistes mises sous scellés, tous les syndicats ouvriers dissous et les militants communistes et syndicalistes pourchassés, les sociétés gymnastiques, les chorales et les écoles d'enfants ouvriers ne sont pas épargnées.

L'agression violente de la réaction n'est pas sans apporter une vive répercussion dans tout le pays. Une tempête de protestation surgit même dans les rangs des libéraux et de la petite bourgeoisie. Une semaine après la mise en pratique de l'*Obznana*, le 2 janvier 1921, le Parti républicain serbe organise un meeting de protestation à Belgrade, qui réunit l'élite intellectuelle et les gens honnêtes du pays. Cependant, les effets de l'*Obznana* sont impitoyables, même contre les libéraux du pays. Avec une barbarie dépassant celle des cosaques du tsarisme russe, le meeting est dispersé à coups de sabres et de balonnettes. Il y a de nombreux blessés et parmi eux des femmes et des enfants. Comme témoin oculaire de scènes identiques en Russie tsariste à celle du 2 janvier 1921 à Belgrade, l'auteur de ces lignes a fait une comparaison avantageuse au profit des cosaques, mouchards et sbires du tsar.

Peu à peu, l'*Obznana*, en alguisant ses armes contre le mouvement ouvrier, en tourne son tran-

chant contre le parti républicain serbe, le parti républicain des paysans croates (parti de Raditch), contre les groupements paysans de la Bosnie, contre certains partis bourgeois des nationalités non serbes, qui ont été forcés, sous la pression des masses, d'entrer en opposition plus ou moins aiguë avec les gouvernants de Belgrade.

Malgré la Terreur blanche et la brutalité des moyens appliqués pour déraciner le mouvement révolutionnaire des masses, les gouvernants durent reconnaître leur échec et pousser leur réaction aux dernières extrémités. Le Parti Communiste n'a pas succombé sous les coups meurtriers des bandits au pouvoir. Au contraire, il a gagné les sympathies de tous les éléments d'opposition, et son influence sur les masses, malgré et grâce aux poursuites, grandit. Le Parti a conservé son unité malgré les provocations policières des « dissidents » — éléments passagers, déchets du Parti ayant déserté ses rangs au moment critique. Le Parti vit, se fortifie et récolte de nouvelles masses d'adhérents en sortant de son sein de nouveau cadres de vaillants combattants intrépides.

Il faut donc tuer les nerfs et le cerveau du Parti. On visé, dès le commencement, le Comité exécutif et les fonctionnaires principaux du Parti. Mais la plus grande partie est protégée par des mandats de députés à la Constituante ou de conseillers municipaux. On doit chercher des prétextes pour exclure le groupe communiste de l'Assemblée Constituante, le dissoudre, le mettre en prison. On y va pas à pas et on prépare le coup, méthodiquement.

Une presse immonde, à la solde du Gouvernement, lui prête son concours pour cette basse besogne. Une abominable campagne de mensonges sur les prétendus complots terroristes est ouverte par la presse bourgeoise contre les députés communistes. Elle demande leur emprisonnement et des lois exceptionnelles contre les communistes. Ce qui leur est bien vite accordé.

Les atrocités du régime Yougo-Slave

L'atmosphère venimeuse de la réaction a créé des conditions anormales dans tout le pays. Sous l'impression immédiate des brutalités et provocations policières, le mécontentement général revêt souvent des formes d'éruptions violentes, donnant naissance aux soulèvements de provinces tout entières, nourris par les révoltes des montagnards musulmans de l'Herzégovine, Sandjak et Macédoine, et aux attentats individuels contre les représentants du régime.

Au cours de la seule année précédant l'attentat du 29 juin 1921, trois attentats contre la personne du Prince régent, aujourd'hui roi Alexandre, ont lieu. Ces trois attentats, commis à Ossiek, Zagreb et Sarajévo, ont pour auteurs des nationalistes croates, et les dirigeants passent ces faits sous silence pour ne pas documenter l'Europe sur l'aver-sion des Croates envers Belgrade.

Au contraire, le quatrième attentat, qui a été commis par un terroriste serbe le jour de la promulgation de la nouvelle Constitution, octroyée au pays par une Constituante mutilée et réduite à deux groupes de mercenaires du régime, leur sert de prétexte pour déclencher, une fois de plus, les fureurs de la Terreur blanche contre la classe ouvrière et les communistes. Par des tortures infligées à l'auteur de l'attentat, Stéitch, et aux autres détenus « suspects », ramassés à tort et à travers dans les rues et dans les quartiers ouvriers, les bourreaux de la police leur arrachent des « aveux » qui donnent le moyen à l'instruction de demander à la Constituante l'extradition de trois

membres du Comité exécutif du Parti Communiste : Philippe Philipovitch, Vladimir Tchopitch et Nicolas Kovatchévitch, tous trois inculpés de complicité dans l'attentat.

Après que l'instruction eut passé entièrement entre les mains de la police, on « découvre » partout dans le pays des « complots terroristes », ayant pour but la destruction totale. En conséquence, les arrestations en masse sont opérées dans tout le pays, dont la classe ouvrière, les paysans et surtout les militants communistes font l'objet. Dans chaque ville et presque chaque village, des dizaines et des centaines d'hommes et de femmes passent devant les commissions rogatoires des sbires et mouchards du régime, sont accusés de participation à l'attentat et de complots...

Sous l'effet des tortures ignobles des policiers, les victimes font parfois des « aveux » fantastiques satisfaisant leurs bourreaux. Ici, il faut citer, entre autres, les cas de Miloch Zlatar, commerçant de Loubliana, qui a été pris par la police pour le complice de Stéitch, parce qu'il portait un nom commun. Il n'est pas possible d'imaginer le supplice de l'infortuné commerçant slovène, qui s'était décidé à l'aveu désespéré d'avoir participé dans l'attentat contre le souverain (?) Le juge d'instruction lui-même devait, par la suite, démentir cet aveu insolite.

Les ouvriers et les gens pauvres sont déclarés ennemis de l'Etat, et la police les arrête par milliers en les conduisant comme des troupeaux dans les prisons et camps d'internement. Les prisons sont bondées de prolétaires, maltraités et torturés pour le seul crime de ne pas appartenir à la classe capitaliste.

Parallèlement à l'œuvre sanglante des bourreaux du roi « libérateur », empressés à l'épuration de l'« ordure » rouge, les gouvernants travaillent, grâce à la presse avilie, à la Constituante mutilée, devenue l'instrument de leurs caprices, à liquider le groupe parlementaire et le jeter au banc des accusés.

Ils font voter à cet effet, par les « législateurs » mercenaires, une loi super-scélérate de prétendue « défense de l'Etat », qui ne connaît qu'une peine pour tout ce qui a trait au communisme, à savoir : la peine capitale.

En vertu de cette loi, on annule les mandats de 59 députés communistes en les mettant en état d'arrestation sous l'inculpation de complicité dans les attentats contre le Prince régent et le ministre Drachkovitch. Pendant plus de quatre mois, tout le Comité exécutif du Parti Communiste végète dans les cachots de la police, et ce n'est que par la grève de la faim que les camarades détenus forcent les « juges » à ouvrir le procès.

Sous menaces de représailles économiques, le gouvernement du sinistre Pachitch fait plusieurs fois pression sur le gouvernement autrichien en vue d'obtenir l'extradition de nos camarades émigrés et surtout celle des camarades : Dr Lima Markovitch, Pavle Pavlovitch et Ilija Milkitch, chefs du Parti, qui se sont rendus coupables, devant la justice du roi-bourreau, d'avoir été les délégués du Parti Communiste yougoslave au dernier Congrès de la Troisième Internationale à Moscou.

L'ensemble de ces faits, dont nous ne présentons ici qu'un bref examen, met au grand jour le plan du gouvernement sanguinaire Pachitch-Pribitchévitch : étouffer dans le sang tout élan révolutionnaire des masses populaires yougoslaves et enrayer, par tous les moyens, la marche rapide de la révolution sociale en Yougo-Slavie.

Henry LEHMANN.

Le Front Unique et le Communisme en France

(Suite et Fin)

III. — Mouvement syndical et front unique

13° Le communisme français se trouve, en ce qui concerne l'idée du front unique, dans une situation exceptionnellement favorable. Le communisme français a réussi à conquérir, dans les cadres de l'organisation politique, la majorité du vieux Parti socialiste ; après quoi les opportunistes ont ajouté à toutes leurs autres qualités politiques celle de briseurs d'organisation. Notre Parti français a souligné ce fait en qualifiant l'organisation socialiste-réformiste, de dissidente : ce seul mot met en évidence le fait que ce sont les réformistes qui ont détruit l'unité d'action et d'organisation politique ;

14° Dans le domaine syndical, les éléments révolutionnaires, et les communistes avant tout, ne doivent pas dissimuler à leurs propres yeux, comme à ceux de leurs ennemis, toute la profondeur des différences de vue entre Moscou et Amsterdam, différences qui ne sont nullement le fait de simples courants d'opinions dans les rangs du mouvement ouvrier, mais qui sont le reflet de l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. Mais les éléments révolutionnaires, c'est-à-dire, avant tout, les éléments communistes conscients, n'ont jamais préconisé la sortie des syndicats ou bien la scission de l'organisation syndicale. Ce mot d'ordre caractérise les groupements sectaires des localistes du K. A. P. D., certains groupes « libertaires » en France, qui n'ont jamais eu d'influence dans les masses populaires, qui n'ont ni l'espoir, ni le désir de conquérir cette influence, mais qui se confinent dans de petites paroisses bien définies. Les éléments vraiment révolutionnaires du syndicalisme français ont senti instinctivement qu'on ne peut conquérir la classe ouvrière dans le mouvement syndical qu'en opposant le point de vue révolutionnaire et les méthodes révolutionnaires au point de vue et aux méthodes des réformistes dans le domaine de l'action de masse, tout en défendant en même temps avec la plus grande énergie l'unité de cette action ;

15° Le système des noyaux dans l'organisation syndicale, qui a été adopté par les révolutionnaires, ne représentait que la forme de lutte la plus naturelle pour l'influence idéologique et pour l'unité de front applicable sans détruire l'unité de l'organisation ;

16° Semblables aux réformistes du Parti socialistes, les réformistes du mouvement syndical ont pris sur eux l'initiative de la rupture. Mais, justement, l'expérience du Parti socialiste leur a suggéré que le temps travaille en faveur du communisme et qu'on peut contrecarrer l'influence de l'expérience et du temps en hâtant la rupture. Nous voyons, de la part des dirigeants de la C. G. T., tout un système de mesures tendant à désorganiser la gauche, de la priver des droits que lui confèrent les statuts des syndicats et, en

fin, à l'exclure — contrairement aux statuts et aux usages — de toute organisation syndicale.

D'autre part, nous voyons la gauche révolutionnaire défendant son droit dans le domaine des formes démocratiques de l'organisation ouvrière et s'opposant à la scission dictée par les dirigeants confédéraux au moyen de l'appel aux masses en faveur de l'unité syndicale ;

17° Tout ouvrier conscient doit savoir que lorsque les communistes ne formaient que la sixième ou la troisième partie du Parti socialiste, ils ne pensaient nullement à la scission, fermement convaincus que la majorité du Parti ne tarderait pas à les suivre. Lorsque les réformistes furent réduits à un tiers, ils firent la scission, n'ayant aucune espérance de conquérir la majorité dans l'avant-garde prolétarienne.

Tout ouvrier conscient doit savoir que lorsque les éléments révolutionnaires se sont trouvés devant le problème syndical, ils l'ont résolu à l'époque où ils ne formaient qu'une infime minorité, dans le sens du travail dans des organisations communes, certains que l'expérience de l'époque révolutionnaire pousserait rapidement la majorité des syndiqués à l'adoption du programme révolutionnaire. Lorsque les réformistes ont vu croître l'opposition révolutionnaire dans les syndicats, ils ont immédiatement eu recours aux mesures d'exclusions et à la scission, parce qu'ils n'avaient aucun espoir de reconquérir le terrain perdu.

De là, plusieurs déductions de la plus grande importance :

1° Les différends existant entre nous et les réformistes reflètent dans leur essence l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat ;

2° La démocratie mensongère des ennemis de la dictature prolétarienne se démasque complètement, car ils ne sont pas disposés à admettre les méthodes de la démocratie ouvrière, non seulement dans les cadres de l'Etat, mais aussi dans le cadre de l'organisation ouvrière : lorsque cette démocratie se retourne contre eux, ils s'en séparent, comme les dissidents du Parti, ou excluent leurs adversaires — comme MM. Jouhaux, Dumoulin et Cie. — Il serait, en effet, absurde de croire que la bourgeoisie consente jamais à achever la lutte avec le prolétariat dans le cadre de la démocratie si les agents de la bourgeoisie, dans l'organisation syndicale et politique, ne consentent pas à solutionner les questions du mouvement ouvrier sur le terrain de la démocratie ouvrière, dont ils acceptent ostensiblement les règles ;

18° La lutte pour l'unité de l'organisation et de l'action syndicale reste dorénavant un des problèmes les plus importants de ceux qui se posent au Parti Communiste. Il s'agit non seulement de réunir un nombre de plus en plus grand d'ouvriers sur le programme et la tactique communistes : il s'agit encore, pour le Parti Communiste, de chercher à cette fin, par son action et par celle des communistes syndiqués, à réduire au minimum, dans chaque situation appropriée, les obstacles

que la scission dresse devant le mouvement ouvrier. — Si la scission de la C. G. T. s'aggravait prochainement, malgré tous nos efforts en vue de réfaire l'unité, cela ne signifierait aucunement que la C. G. T. Unitaire, comprenant la moitié ou plus de la moitié du total des syndiqués, devrait continuer son travail en ignorant l'existence de la C. G. T. réformiste. Une semblable attitude empêcherait considérablement — si elle ne l'excluait totalement — la possibilité d'une action commune du prolétariat et faciliterait considérablement à la C. G. T. réformiste, le rôle d'une Union Civique bourgeoise, qu'elle voudrait jouer au cours des grèves, des manifestations, etc. ; elle lui permettrait de pousser la C. G. T. Unitaire à des actions inopportunes dont cette dernière subirait entièrement les conséquences. Il est tout à fait évident que toutes les fois que la permettent les circonstances, la C. G. T. Unitaire, jugeant nécessaire de mener une campagne quelconque, adressera ouvertement à la C. G. T. réformiste des propositions concrètes et lui proposera un plan d'actions communes. Et la C. G. T. U. ne manquera pas d'exercer sur l'organisation réformiste la pression de l'opinion ouvrière et de démasquer devant cette opinion publique ses dérobades et ses hésitations.

Ainsi même, au cas où la scission syndicale s'aggraverait, les méthodes de lutte pour le front unique conserveraient toute leur valeur ;

19° On peut donc constater que, dans le domaine le plus important du mouvement ouvrier — dans le domaine syndical — le programme d'unité d'actions ne nécessite qu'une application plus suivie, plus persévérante et plus ferme des mots d'ordre, sous lesquels a été menée jusqu'ici notre lutte contre Jouhaux et Cie.

IV. — La lutte politique et l'unité de Front

20° Dans le domaine politique, une différence importante nous frappe dès d'abord, du fait que la suprématie du Parti Communiste sur le parti socialiste, tant en organisations qu'en matière de presse, se trouve considérable. On peut supposer que le Parti Communiste est comme tel capable d'assurer l'unité du front politique et qu'il n'a donc pas de raisons d'adresser à l'organisation dissidente des propositions quelconques d'actions concrètes. La question ainsi posée en se basant sur l'appréciation du rapport des forces, n'a rien de commun avec le verbalisme révolutionnaire et mérite d'être examinée.

21° Si on considère que le Parti Communiste compte environ 130.000 membres, tandis que le parti socialiste n'en a que 30.000 le succès énorme de l'idée communiste en France devient évident. Mais si on compare ces chiffres à l'effectif global de la classe ouvrière, si on tient compte de l'existence des syndicats ouvriers réformistes, ainsi que des tendances anti-communistes existantes dans les syndicats révolutionnaires, la question de l'hégémonie du Parti Communiste dans le mouvement ouvrier se présente à nous comme un problème extrêmement ardu qui est loin d'être résolu par notre prépondérance numérique sur les dissidents. Ces derniers peuvent, dans certaines circonstances, être un facteur contre-révolutionnaire à l'intérieur même de la classe ouvrière, beaucoup plus important qu'il ne paraît, si nous ne les jugeons que par la faiblesse de leur organisation, du tirage et du contenu idéologique du *Populaire*.

22° Pour apprécier la situation il convient de se rendre compte, bien clairement, de la manière

dont elle s'est produite. La transformation de la majorité de l'ancien parti socialiste en Parti Communiste a été le résultat du mécontentement et de la révolte que la guerre a fait naître dans tous les pays de l'Europe. L'exemple de la révolution russe et les mots d'ordre de la 3^e Internationale paraissaient indiquer la voie à suivre. Cependant, la bourgeoisie s'est maintenue pendant années 1919-1920 et a, par différents moyens, rétabli sur les bases d'après-guerre un quasi-équilibre, miné cependant par des contradictions terribles et qui évolue vers une grandiose catastrophe, bien que conservant aujourd'hui et pour la période la plus prochaine une certaine stabilité. La révolution russe n'a pu remplir ses tâches socialistes que lentement, par un effort maximum de toutes ses forces, en surmontant les difficultés les plus grandes et les obstacles suscités par l'impérialisme mondial. La conséquence en a été que le premier flux des tendances révolutionnaires sans formes précises et sans esprit critique a été suivi d'un reflux inévitable. Sous le drapeau du communisme il n'est resté que la partie la plus courageuse, la plus décidée et la plus jeune de la classe ouvrière.

Cela ne signifie certes pas que les grandes masses de la classe ouvrière, désappointées dans leurs espoirs de révolution immédiate et de changements radicaux, soient complètement revenues aux anciennes positions d'avant-guerre. Non. Leur mécontentement est plus profond que jamais, leur haine des exploités est plus âpre encore. Mais elles sont désorientées politiquement, elles cherchent sans la trouver leur voie, — elles temporisent passivement avec des oscillations brusques d'un côté ou de l'autre, selon les circonstances. Le grand réservoir d'éléments passifs, désorientés, pourrait être largement utilisé, contre nous par les dissidents, dans certaines conjonctures.

23° Pour soutenir le Parti Communiste il faut de l'activité et du dévouement. Pour soutenir les dissidents, il est nécessaire et il suffit d'être désorienté et passif. Il est tout naturel que la partie active révolutionnaire de la classe ouvrière donne, toutes proportions gardées, un plus grand nombre de membres au Parti Communiste que la partie passive, désorientée donne au parti des dissidents.

Il en est de même pour la presse. Les éléments indifférents lisent peu. Par le chiffre infime de son tirage et le néant de son contenu, le *Populaire* reflète également la disposition d'esprit d'une certaine partie de la classe ouvrière. Sa suprématie complète dans le parti des dissidents, des intellectuels professionnels sur les ouvriers n'est aucunement en contradiction avec notre diagnostic et notre pronostic : car la fraction peu active de la classe ouvrière, en partie désappointée et en partie désorientée — est celle justement, surtout en France, qui constitue le réservoir où s'alimentent les coteries politiques, formées d'avocats et de journalistes, de rebouteux réformistes et de charlatans parlementaires.

24° Si on considérait l'organisation du Parti comme une armée active et la masse ouvrière non organisée comme ses réserves et si l'on admet que notre armée active est trois ou quatre fois plus forte que l'armée active des dissidents, il se pourrait encore que dans certaines circonstances les réserves se répartissent entre nous et les social-réformistes dans une proportion bien moins avantageuse pour nous.

25° L'idée d'un bloc des gauches plane dans l'atmosphère politique française. Après la nou-

velle période de poincarisme, qui est l'essai fait par la bourgeoisie de présenter au peuple le plat réchauffer des illusions de la victoire, une réaction pacifiste dans les cercles les plus larges de la société bourgeoise, c'est-à-dire dans la petite bourgeoisie, devient bien probable. L'espoir d'un apaisement général, d'un accord avec la Russie soviétiste, la possibilité de recevoir de celle-ci des matières premières dans des conditions avantageuses, la possibilité du paiement des dettes, l'allègement des charges militaires, etc., en un mot le programme illusoire du pacifisme démocratique peut, pour un certain temps, devenir le programme du bloc des gauches, qui prendrait la place du bloc national. Au point de vue du développement de la révolution en France, un tel changement de régime sera un pas en avant — à la condition expresse que le prolétariat ne tombe que le moins possible dans les illusions du pacifisme petit bourgeois.

26° Les réformistes dissidents seront les agents du bloc des gauches dans la classe ouvrière. Plus grand sera leur succès, et moins la classe ouvrière sera touchée par l'idée et la pratique du front ouvrier unique contre la bourgeoisie. Les couches ouvrières désorientées par la guerre et par la lenteur de la révolution peuvent mettre leur espoir dans le bloc des gauches comme dans le moindre mal, ne voyant pas d'autres voies, et pensant ne rien risquer.

27° Un des moyens les plus sûrs de contrecarrer les tendances et les idées du bloc des gauches dans la classe ouvrière, c'est-à-dire du bloc des ouvriers avec une partie de la bourgeoisie contre une autre, c'est de défendre avec résolution et persévérance l'idée du bloc de toutes les parties de la classe ouvrière contre toute la bourgeoisie.

28° En ce qui concerne les dissidents, cela veut dire, que nous ne devons pas leur permettre de garder sans risques une position d'expectative chancelante dans les questions ayant trait à la lutte du mouvement ouvrier et de jouir de la protection des oppresseurs de la classe ouvrière tout en exprimant leur sympathie platonique à cette classe. En d'autres termes nous pouvons et nous devons en toutes occasions appropriées, proposer aux dissidents de venir en aide sous une forme déterminée aux grévistes, aux lockoutés, aux chômeurs, aux mutilés de la guerre, etc., en enregistrant devant la masse leurs réponses formelles à nos demandes précises et en les démasquant ainsi devant les fractions diverses des masses politiquement indifférentes ou mi-indifférentes, masses sur lesquelles ils espèrent s'appuyer en certaines circonstances.

29° Cette tactique est d'autant plus importante que les dissidents se trouvent incontestablement en liaison étroite avec la C. G. T. réformiste, représentant avec elle les deux branches de l'entreprise bourgeoise dans le mouvement ouvrier. Nous attaquons ainsi en même temps dans le camp syndical et dans le camp politique cette entreprise à deux faces, en appliquant ici et là les mêmes méthodes tactiques.

30° La logique irréfutable de notre action s'exprime comme suit : « Réformistes du syndicalisme et du socialisme — leur disons-nous devant les masses — vous avez fait la scission des syndicats et du parti au nom d'idées et de méthodes, que nous trouvons erronées et criminelles. Nous vous demandons, au moins lorsque se posent les problèmes partiels, immédiats et concrets de l'action de la classe ouvrière, de ne pas mettre des bâtons dans les roues, et de rendre possible l'uni-

té d'action. Dans tel cas concret nous vous proposons tel programme de lutte. »

31° De même dans le domaine de l'action parlementaire ou municipale, nous pourrions appliquer non sans succès, la méthode indiquée. Nous disons aux masses : « Les dissidents ont fait la scission du parti ouvrier, parce qu'ils ne veulent pas la révolution. Ce serait folie de compter sur leur collaboration pour l'œuvre de la révolution prolétarienne. Mais nous sommes prêts à conclure avec eux certains accords au parlement comme en dehors du parlement, chaque fois que, devant choisir entre les intérêts particuliers de la bourgeoisie et les intérêts du prolétariat, ils nous donneront des garanties positives d'opter pour ces derniers. Les dissidents ne le peuvent que s'ils renoncent à l'alliance avec les partis bourgeois, s'ils renoncent au bloc des gauches et s'ils entrent dans le bloc du prolétariat. Si les dissidents étaient capables d'accepter ces conditions, les éléments ouvriers qui les suivent seraient vite absorbés par le Parti Communiste. Mais précisément pour cette raison ils n'accepteront pas ces conditions. En d'autres termes, aux questions posées nettement et clairement, à la mise en demeure de se prononcer pour le bloc avec la bourgeoisie ou pour le bloc avec la classe ouvrière — dans des conditions concrètes et très nettes de la lutte des masses — ils seraient forcés de répondre qu'ils préfèrent le bloc avec la bourgeoisie.

Une telle réponse ne serait pas sans avoir pour eux de fâcheuses conséquences parmi les masses sur l'appui desquelles ils comptent.

V. — Les questions intérieures du Parti Communiste

32° La politique que nous venons d'esquisser suppose sans doute une indépendance d'organisation complète, une parfaite clarté idéologique et une grande fermeté révolutionnaire du Parti Communiste.

Ainsi, par exemple, on ne peut faire avec succès complet une politique qui tend à discréditer l'idée du bloc des gauches, dans la classe ouvrière, si dans les rangs de notre parti même, ils se trouvent des hommes qui osent défendre ouvertement le programme actuel de la bourgeoisie. L'exclusion inconditionnelle et inflexible de tous ceux qui préconisent le bloc des gauches devient un des devoirs élémentaires du Parti Communiste. Cela nettoiera notre politique des éléments douteux, attirera l'attention des ouvriers avancés sur l'acuité de la question du bloc des gauches et montrera que le Parti Communiste prend au sérieux toutes les questions qui menacent l'unité révolutionnaire des actions du prolétariat contre la bourgeoisie.

33° Ceux qui essaient de se servir de l'idée du front unique pour refaire l'unité avec les réformistes et les dissidents, doivent être inflexiblement exclus de notre parti, car ils sont parmi nous les agents des dissidents et trompent les ouvriers sur les véritables fauteurs de la scission et sur ses causes. Ceux-là, au lieu de poser avec justesse la question de la possibilité de telles ou telles actions pratiques à entreprendre d'accord avec les dissidents, malgré leur caractère petit-bourgeois, demandent à notre propre parti de renoncer à son programme pratique et aux méthodes révolutionnaires. L'exclusion inflexible de ces éléments montrera mieux que tout, que la tactique du front unique n'a rien qui ressemble à une capitulation ou à la paix avec les réformistes. La tactique

du front unique impose au Parti une liberté complète de manœuvre, de la souplesse et de la décision. Et cela n'est possible que si le Parti proclame toujours clairement et nettement, tout ce qu'il veut, le but auquel il tend, et s'il commente ouvertement devant la masse ses propres actions et propositions.

34° Il est donc tout à fait inadmissible que certains membres du Parti publient à leur propre compte des organes politiques, dans lesquels ils opposent leurs mots d'ordre et leurs méthodes aux thèses, aux méthodes d'action et aux propositions du Parti.

Ces membres répandent chaque jour sous l'égide du Parti Communiste, dans le milieu où ce Parti fait autorité, c'est-à-dire dans notre propre milieu, des idées qui nous sont hostiles ; ou bien encore ils sèment la confusion et le scepticisme, plus malaisant que l'idéologie nettement hostile. Les organes qui font cette besogne, ainsi que leurs éditeurs, doivent être mis une fois pour toutes hors du Parti, et dénoncés à toute la France ouvrière afin que celle-ci condamne sévèrement les contrebandiers petits-bourgeois opérant sous le drapeau communiste.

35° Il est également inadmissible que paraissent dans les organes dirigeants du Parti à côté d'articles défendant les thèses fondamentales du communisme, des articles qui discutent ces mêmes thèses ou les nient. Il est tout à fait inadmissible et même monstrueux que se prolongent dans le parti un régime de presse qui donne à la masse des lecteurs ouvriers, en guise d'articles de fond, dans les organes soumis à une direction communiste, des articles par lesquels on essaie de nous faire revenir aux positions du pacifisme le plus lamentable et qui préchent aux ouvriers en présence de la violence triomphante de la bourgeoisie la haine émoullie toute de violence. Sous le prétexte d'antimilitarisme, on lutte contre les idées de révolution et d'insurrection. Si après l'expérience de la guerre et des événements qui l'ont suivie surtout en Russie et en Allemagne, subsistent encore, dans le Parti Communiste, les préjugés du pacifisme humanitaire et si le Comité Directeur croit utile, en vue de la liquidation définitive de ces préjugés, d'ouvrir une discussion à ce sujet, il n'est pourtant pas possible que les pacifistes puissent dans cette discussion apparaître avec leurs préjugés comme une tendance admise ; ils doivent être au contraire sévèrement blâmés par la voix autorisée du Parti dans la personne du Comité directeur.

Lorsque le Comité directeur jugera la discussion épuisée, les tentatives de propagation des idées émoullies du tolstoïsme ou de toutes autres formes de pacifisme devront entraîner l'exclusion du Parti.

36° On peut dire, il est vrai, que tant que l'épuration du parti des préjugés du passé et sa consolidation intérieure ne seront pas achevées il sera dangereux de placer le parti dans des situations où il devrait entrer en combat avec les réformistes et les social-patriotes. Une semblable affirmation serait erronée. On ne peut nier en vérité le fait que le passage d'un travail de simple propagande à la participation directe au mouvement des masses ne cache en soi de nouvelles difficultés et, partant, de nouveaux dangers pour le Parti Communiste. Mais il serait tout à fait erroné de croire que le parti pût se préparer à toutes les épreuves sans cette participation directe à la lutte et sans entrer en contact avec les ennemis. Au contraire, ce n'est que par cette

voie qu'un vrai nettoyage intérieur et une véritable consolidation du parti pourront être atteints. Il se peut très bien que certains éléments de la bureaucratie du parti ou des syndicats se sentent plus près des réformistes, dont ils se sont séparés accidentellement, que de nous. La perte de tels compagnons de route ne sera pas un mal mais sera, au contraire, compensée au centuple par l'affluence dans le parti des ouvriers et des ouvrières, qui suivent encore les réformistes. Le résultat n'en sera qu'une homogénéité plus grande du parti qui deviendra plus énergique et plus prolétarien.

VI. — Les tâches du Parti dans le mouvement syndical

37° Beaucoup plus importante que toutes les autres tâches du Parti Communiste, nous apparaît celle de faire la plus grande lumière dans la question syndicale. Sans doute, il nous appartient de détruire absolument et de démasquer la légende répandue par les réformistes sur les prétendus desseins d'assujettir les syndicats du parti. Les syndicats accueillent les ouvriers de toutes nuances politiques, sans parti, libre-penseurs, croyants, etc., tandis que le parti réunit ceux qui ont un même credo politique basé sur un programme déterminé. Le parti n'a et ne peut avoir aucun moyen de soumettre du dehors les syndicats.

Le parti ne peut organiser son influence sur la vie des syndicats que dans la mesure où ses membres travaillent dans ces syndicats et y font admettre le point de vue du parti. Leur influence sur les syndicats dépend naturellement de leur nombre ainsi que de leur façon d'appliquer dans une juste mesure, d'une manière conséquente et appropriée, les principes du parti aux besoins particuliers du mouvement syndical. Le parti a le droit et le devoir de se proposer pour but d'atteindre dans cette voie une influence décisive dans les organisations syndicales. Il y arrivera lorsque le travail des communistes dans les syndicats sera complètement et en tout conforme aux principes du parti et se fera sous son contrôle permanent.

38° Il est partant nécessaire que la conscience de tous les communistes soit définitivement débarrassée des préjugés réformistes, qui ne voient dans le parti qu'une organisation politique parlementaire du prolétariat. Le Parti Communiste est l'organisation de l'avant-garde prolétarienne pour la direction du mouvement ouvrier dans tous ses domaines et de première ligne, dans le domaine syndical. Si les syndicats ne sont pas sous la dépendance du parti, mais sont des organisations complètement autonomes, les syndiqués communistes de leur côté ne peuvent prétendre à aucune autonomie dans leur activité syndicale et ne doivent faire que défendre le programme et la tactique de leur parti. On doit condamner sévèrement la conduite de certains communistes qui non seulement ne luttent pas dans les syndicats pour l'influence du parti, mais qui s'opposent à une action dans ce sens au nom d'une fausse interprétation de l'autonomie syndicale. Par cette attitude ils ne font que faciliter à des individus, des groupes et des coteries sans programme déterminé, et sans organisation du parti et qui utilisent la confusion des groupements idéologiques et des relations, l'acquisition d'une influence décisive dans les syndicats dont ces éléments conquièrent l'organisation afin de soustraire leur coterie au contrôle efficace de l'avant-garde ouvrière.

Si le parti, dans son activité au sein des syndicats doit témoigner d'une grande attention et d'une grande patience envers les masses sans parti et envers leurs représentants sincères et consciencieux : si le parti doit se rapprocher par le travail commun, des meilleurs éléments du syndicalisme et notamment des anarchistes-révolutionnaires qui luttent et apprennent, il ne peut au contraire souffrir plus longtemps dans son milieu les prétendus communistes, qui ne se servent de la qualité de membres du parti que pour développer avec autant plus de sûreté dans les syndicats une influence contraire au parti.

39° Le parti doit soumettre à une critique continue et systématique par les moyens de sa presse et de ses militants syndiqués, l'insuffisance du syndicalisme révolutionnaire pour la solution des problèmes fondamentaux du prolétariat. Le parti doit critiquer infatigablement et opiniâtrement les faiblesses de la théorie et de la pratique du syndicalisme tout en démontrant à ses meilleurs éléments que la seule voie juste pour l'orientation révolutionnaire des syndicats et de

l'ensemble du mouvement ouvrier, c'est l'adhésion des syndicalistes révolutionnaires au Parti Communiste, leur participation aux discussions et aux décisions de toutes les questions fondamentales du mouvement, leur participation à l'étude de nouveaux problèmes ainsi qu'à l'épuration du Parti Communiste et au renforcement de sa liaison avec les masses ouvrières.

40° Il est enfin tout à fait nécessaire de faire dans le Parti Communiste français un recensement des membres en précisant leur condition sociale : ouvrier, employé, paysan, intellectuel, etc., leur relation avec le mouvement syndical (s'ils sont membres d'un syndicat, s'ils assistent aux réunions des communistes, des syndicalistes révolutionnaires, s'ils y font admettre les décisions du parti relatives aux syndicats, etc.) et leur relation avec la presse du parti (quelles publications du parti lisent-ils ? etc.). Ce recensement devrait être fait de telle façon qu'il soit possible d'en avoir les résultats pour le 4^e congrès de l'Internationale Communiste.

Léon TROTSKY.

Le troisième Congrès du Parti Communiste Anglais

Le 18 et le 19 mars a eu lieu, à Londres, le troisième Congrès du Parti communiste anglais.

Le Congrès fut ouvert par la lecture d'un télégramme envoyé par Zinovieff au nom du Comité exécutif de l'Internationale communiste, dont voici le texte :

Salut du C. E. de l'I. C.

Le Comité Exécutif de l'I. C. envoie ses salutations fraternelles les plus chaleureuses au Congrès du Parti Communiste de Grande-Bretagne. Nous avons suivi avec fierté l'excellent travail accompli par le Parti Communiste en Angleterre dans la question du chômage et au sein des syndicats. Devant la conspiration actuelle de la bourgeoisie pour écraser les syndicats et réduire les ouvriers au niveau des coolies il ne peut y avoir qu'une réponse : la large masse des ouvriers syndiqués doit se rassembler en un front unique contre l'ennemi commun. Nous sommes sûrs que le Parti Communiste de Grande-Bretagne fera tout ce qu'il pourra pour parfaire cette unité, et hâtera ainsi la victoire finale de la classe ouvrière.

Vive le Parti Communiste de Grande-Bretagne ! Vive l'Internationale Communiste !

Discours de Mac Manus

Ensuite, notre camarade Mac Manus prit la parole. Voici un résumé de son discours :

Le problème prédominant de la politique capitaliste, en ce moment, est de trouver des terrains d'exploitation pour les différents intérêts du capitalisme. C'est particulièrement en Angleterre que ce fait se manifeste. Les capitalistes n'y ont qu'un souci : c'est de trouver des débouchés pour leurs produits et de remettre en marche les rouages de l'industrie. Mais que voyons-nous se produire ? Si Loyd George découvre ou croit découvrir des solutions aux problèmes de l'Irlande, de l'Egypte, des Indes, il n'en trouve aucune aux questions que pose le capitalisme.

D'autre part, nous nous trouvons en face d'une organisation du capitalisme international en vue de mener l'assaut contre la classe ouvrière mon-

diale. Cette offensive capitaliste se manifeste à différents degrés dans tous les pays.

Ceux qui critiquent la III^e Internationale, reprochent à ses chefs de ne pas se rendre compte exactement de la situation politique. Ils justifient leurs critiques en disant que les chefs de l'Internationale communiste n'ont pas su prévoir les événements, et en donnent comme preuve l'erreur qu'ils commirent en tablant sur la révolution mondiale générale.

« Voyez la situation comme elle se présente en réalité, disent-ils. La révolution mondiale ne s'est pas faite ; les communistes sont des enfants en politique. »

Mais le sont-ils vraiment ?

Il suffit, pour se convaincre du contraire, de voir la tournure que prennent les événements dans le monde. Partout on voit le capitalisme dans l'impossibilité de retrouver son assiette. Sa situation devient de plus en plus embarrassante.

La Russie à Gênes

Et, pour se sauver, que fait le capitalisme en ce moment ? La Russie est la seule partie de la terre qui offre au capitalisme des occasions de se relever et de sortir de l'impasse où il se trouve en ce moment. La preuve de ce que j'avance, je la vois dans la Conférence de Gênes. Gênes s'impose par l'échec de Versailles et de Cannes, qui n'ont pas atteint leur but, pour avoir négligé de prendre en considération le seul débouché possible : la Russie.

Les Russes sont donc, pour la première fois depuis la révolution, représentés à une conférence officielle.

Jusqu'où la Russie fera-t-elle des concessions à Gênes ? Les appels de Trotski à l'armée rouge et de Lénine aux ouvriers métallurgistes nous renseignent à ce sujet et nous montrent qu'ils ne feront pas, à Gênes, de diplomatie secrète.

Voici ce qu'ils diront :

« Vous avez besoin de nous, nous avons besoin de vous dans certains domaines. Mais nous ne serons jamais unis, parce que nous sommes des communistes et vous êtes des impérialistes. Néanmoins, faisons une entente dans la mesure où nous avons besoin l'un de l'autre. »

Le devoir de la classe ouvrière anglaise consiste à faire tout son possible pour empêcher le gouvernement anglais d'imposer à Gênes à la classe ouvrière de Russie des conditions qui seraient désastreuses pour la révolution mondiale et en particulier pour la stabilité de la Russie.

La situation du monde capitaliste est caractérisée par l'esprit d'indécision et par l'absence de toute solution claire. Le seul pays qui ira à Gênes plein d'espoir, ce sera la Russie, parcequ'elle y apporte le point de vue communiste.

La situation en Angleterre

Mac Manus donne ensuite un relevé de la situation dans les différents pays. Il adresse des félicitations émuës aux ouvriers du Rand, de même qu'à tous les autres ouvriers en lutte contre le capitalisme.

Revenant ensuite à la situation particulière de l'Angleterre, il parle de la grande lutte dans laquelle les ouvriers anglais se trouvent engagés pour se défendre contre l'offensive du capitalisme. La bataille qui est menée en ce moment, dit-il, n'a pas pour enjeu des revendications abstraites ; il s'agit de besoins immédiats. Et nous soutiendrons toute organisation de la classe ouvrière engagée dans la lutte, quelles que soient les sympathies que nous puissions avoir pour leurs chefs.

Les mineurs comprennent, en ce moment, l'utilité qu'il y a à s'associer avec les mécaniciens, comme les mécaniciens savent maintenant ce qu'il leur en a coûté de ne pas s'être solidarisés avec les mineurs. Tout cela signifie que le sentiment de solidarité s'étend, et ce sentiment de solidarité, en dernière ligne, doit mener au but que se propose le mouvement communiste.

La presse nous accuse de vouloir la révolution mondiale. C'est la vérité même : tel est notre but. Et ce but nous est imposé par les conclusions qui se dégagent des conditions économiques d'aujourd'hui. Il s'agit de casser les reins au capitalisme.

Ensuite, les citoyens Gallacher et Mellor présentèrent une résolution sur la situation générale, qui fut votée, et dont voici un extrait :

Motion sur la situation générale

Aux Indes, en Egypte, en Irlande, dans l'Afrique australe et orientale, l'impérialisme britannique est assailli par la révolte des peuples jusqu'ici assujettis à son empire.

Nous prenons note, en particulier, de l'effort désespéré des ouvriers du Rand pour forcer l'Angleterre à prendre leurs revendications en considération.

Nous protestons contre la campagne de calomnie entreprise par la presse contre eux et exprimons ici notre admiration pour leur vaillance dans la lutte. Nous en appelons aux ouvriers de Grande-Bretagne pour qu'ils fassent le maximum d'efforts, afin d'empêcher que leurs camarades du Rand ne deviennent les victimes d'une persécution sanglante aux mains de la classe capitaliste en fureur.

En Grande-Bretagne, la lutte à vie et à mort contre les patrons organisés, à laquelle les ouvriers de l'industrie mécanique ont été forcés de recourir (comme le firent les mineurs avant eux) et le fait que d'autres industries sont menacées d'un sort semblable, démontrent que seule une unité absolue et une vigoureuse résistance sauveront les ouvriers organisés du désastre.

C'est pourquoi le Congrès du Parti Communiste salue avec joie tout signe de révolte dans la classe ouvrière et assure de son soutien enthousiaste toute section de la

classe ouvrière qui est ou sera impliquée dans la lutte contre le capitalisme.

Le message d'Inkpin

Le président lut ensuite un message envoyé de la prison par Albert Inkpin, le secrétaire du Parti, condamné à six mois d'internement. Ce message fut accueilli avec le plus grand enthousiasme. Le Congrès vota une résolution protestant contre l'incarcération des communistes.

Ensuite, Charles Ashleigh, communiste américain, condamné à 10 ans de prison, mais libéré et déporté après avoir purgé trois ans de sa peine, fut présenté au Congrès. Il relata que, dans sa prison, il y avait encore cent vingt détenus condamnés pour avoir mené la lutte de classes.

Mac Manus reprit alors la parole pour faire un rapport sur les résolutions du Comité exécutif de la III^e Internationale. Après avoir fait un historique de la situation des partis communistes dans les différents pays, il s'étendit tout particulièrement sur les thèses adoptées à Moscou au sujet du front unique.

Le front unique

La tactique adoptée à Moscou, dit-il, est d'une grande importance, non qu'il faille y voir, comme l'ont suggéré les journaux, un moyen de consolider la situation en Russie, mais parce qu'elle est conforme à l'évolution générale de l'Internationale.

Ensuite, fut proposée la résolution suivante :

Le Congrès affirme sa conviction profonde que le capitalisme est entré dans une période de désintégration et de décomposition. Se voyant devant une inévitable banqueroute, la classe capitaliste, acculée au désespoir, est obligée de réduire les ouvriers à un état de servitude inconnue à l'époque qui précéda la guerre. Ce qu'il craint, avant tout, c'est la stabilisation de la Russie des Soviets. La tâche de nos camarades consiste à maintenir à toutes forces la forteresse centrale de la révolution mondiale et à la défendre contre le monde capitaliste armé jusqu'aux dents. En s'adaptant aux exigences immédiates de la situation, ils assurent l'avenir.

La tâche du Parti Communiste dans tous les pays est d'être la partie dirigeante et inspirante de la classe ouvrière, dans sa lutte, contre le capitalisme.

C'est pourquoi il est de notre devoir de pousser les ouvriers à la résistance dans l'offensive actuelle dirigée contre leurs salaires et la journée de huit heures. Nous devons aussi tendre à la formation d'un parti de masses possédant la confiance des ouvriers au plus haut degré et, par le fait d'entrer dans les luttes journalières contre les capitalistes, préparer la voie à la victoire finale.

En conséquence, le Congrès du Parti Communiste de Grande-Bretagne, ratifie les thèses votées par le Parti Communiste russe sur la situation internationale, sur la tactique révolutionnaire et sur la tactique du Parti Communiste russe.

La séance du dimanche

La séance du dimanche fut particulièrement intéressante, parce qu'on y discuta la question du front unique. Elle fut ouverte par Harry Pollitt, qui proposa la résolution suivante :

Motion Pollitt

Afin que la politique du front unique soit efficace en Grande-Bretagne, les conditions suivantes sont nécessaires :

1. — Une stricte définition des revendications concrètes au sujet desquelles on propose d'engager une action commune.

2. — La liberté de critique dans tous les cas. La liberté d'action dans les mouvements autres que ceux sur lesquels on s'est entendu pour une action commune.

Le Parti Communiste de Grande-Bretagne proclame

son unité absolue avec les ouvriers dans toutes leurs luttes contre :

A. — Une réduction de salaires, une augmentation de la durée de la journée de travail.

B. — Les attaques dirigées contre des règlements de protection ouvrière, d'ordre syndical ou politique, acquis par les ouvriers dans le passé.

C. — Les tentatives faites par les employeurs pour détruire les organisations de la classe ouvrière.

Cette unité est fondamentale et ressort de l'essence même des principes du communisme.

En outre, il y a des revendications d'un ordre spécial, sur lesquelles toutes les organisations de la classe ouvrière, à quelque parti qu'elles appartiennent peuvent se rallier. Ce sont, par exemple :

A. — La reconnaissance pleine et entière de la République des Soviets.

B. — Du travail ou une allocation entière pour les chômeurs.

Sur la base de ce programme, le Parti Communiste exprime son désir de se joindre de tout cœur et sans réserve à tous les autres partis de la classe ouvrière pour obtenir la réalisation des buts ci-dessus proposés.

L'essentiel des thèses que nous venons de développer, dit le camarade Pollitt, peut se résumer dans la formule suivante : *Allons aux masses*, et la tactique du front unique est celle qui, en ce moment, présente les meilleures conditions pour mettre cette formule en pratique.

Tant que nous pourrions maintenir notre liberté d'action et de propagande, la tactique du front unique, particulièrement dans ce pays, nous offre les possibilités les plus propices que nous ayons eues depuis longtemps.

Garetti, de Liverpool, qui prit ensuite la parole, s'éleva contre le front unique. Il contesta que le Labour Party représente actuellement les intérêts des travailleurs.

Clynes, l'autre jour, a déclaré en toutes lettres, dit-il, que son parti n'était pas un parti de lutte de classes. Non que je veuille, conclut-il que le Parti communiste constitue un groupe fermé ; mais je voudrais que notre Parti fut, dans le plein sens du mot, un parti de la classe ouvrière, poursuivant des buts révolutionnaires de telle façon que les masses puissent dire : « Ces gars-là ont des drôles d'idées ; mais ils sont propres et savent lutter ! »

La résolution Pollitt fut votée.

Les Syndicats et le Parti

Toutefois, les discussions sur le front unique reprurent au sujet des différentes résolutions sur les syndicats, sur la tactique électorale, etc... De fait, c'est cette discussion qui donna son vrai caractère au Congrès.

Brain expliqua que, étant donné que les ouvriers ne pouvaient pas quitter leur syndicat pour venir au mouvement révolutionnaire, c'était au Parti communiste à aller vers eux.

Ce que la situation présente exige, dit-il, c'est un travail et une lutte de tous les jours.

L'Affiliation au Labour Party

La question du front unique devait encore se présenter sous une phase particulière, au moment où fut discutée l'affiliation du Parti communiste au Labour Party.

Il faut considérer cette affiliation, remarque le camarade T.-A. Jackson, comme un moyen de diriger la lutte des classes dans la voie révolutionnaire.

J.-T. Walton-Newbold se déclara contre l'affiliation. Nous n'avons pas encore réuni les différents éléments dont se compose le parti commu-

niste depuis assez longtemps ; nous ne les avons pas encore suffisamment fondus dans l'unité d'un parti qui comprenne les exigences de l'action politique pour que le Parti communiste puisse s'affilier, en tant que Parti, dans le Labour Party.

Le camarade W. Paul, qui prit ensuite la parole, soutint la thèse contraire. C'est moi-même, dit-il qui, autrefois, ai proposé une résolution s'opposant à l'affiliation au Labour Party, lors de la formation du Parti communiste. Mais, depuis, différents événements m'ont forcé à penser que la question de l'affiliation devait être prise en sérieuse considération. Par suite de la débâcle du capitalisme, de graves problèmes se sont posés à la classe ouvrière. C'est devant ces problèmes que le Labour Party se trouve placé en ce moment, et il ne les envisagera comme il le faut que lorsque vous aurez formé dans son sein une section du Parti communiste qui lui fasse contre-poids en faisant prévaloir le point de vue révolutionnaire.

Pour finir, le Congrès envoya un message aux camarades américains victimes de la justice de classe, leur promettant toute l'assistance possible contre leurs bourreaux.

De même le Congrès protesta contre la condamnation de Gandhi et se déclara solidaire des masses d'ouvriers et paysans qui luttent, aux Indes, pour l'émancipation du joug impérialiste et économique de l'Angleterre, et les invita à continuer la lutte par tous les moyens possibles.

Les délégués se séparèrent en chantant avec enthousiasme *l'Internationale*.

Alix GUILLAIN.

(Résumé du compte rendu donné par le Communist, organe officiel du Parti communiste de Grande-Bretagne, dans son numéro du 25 mars.)

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à
René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.